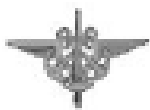


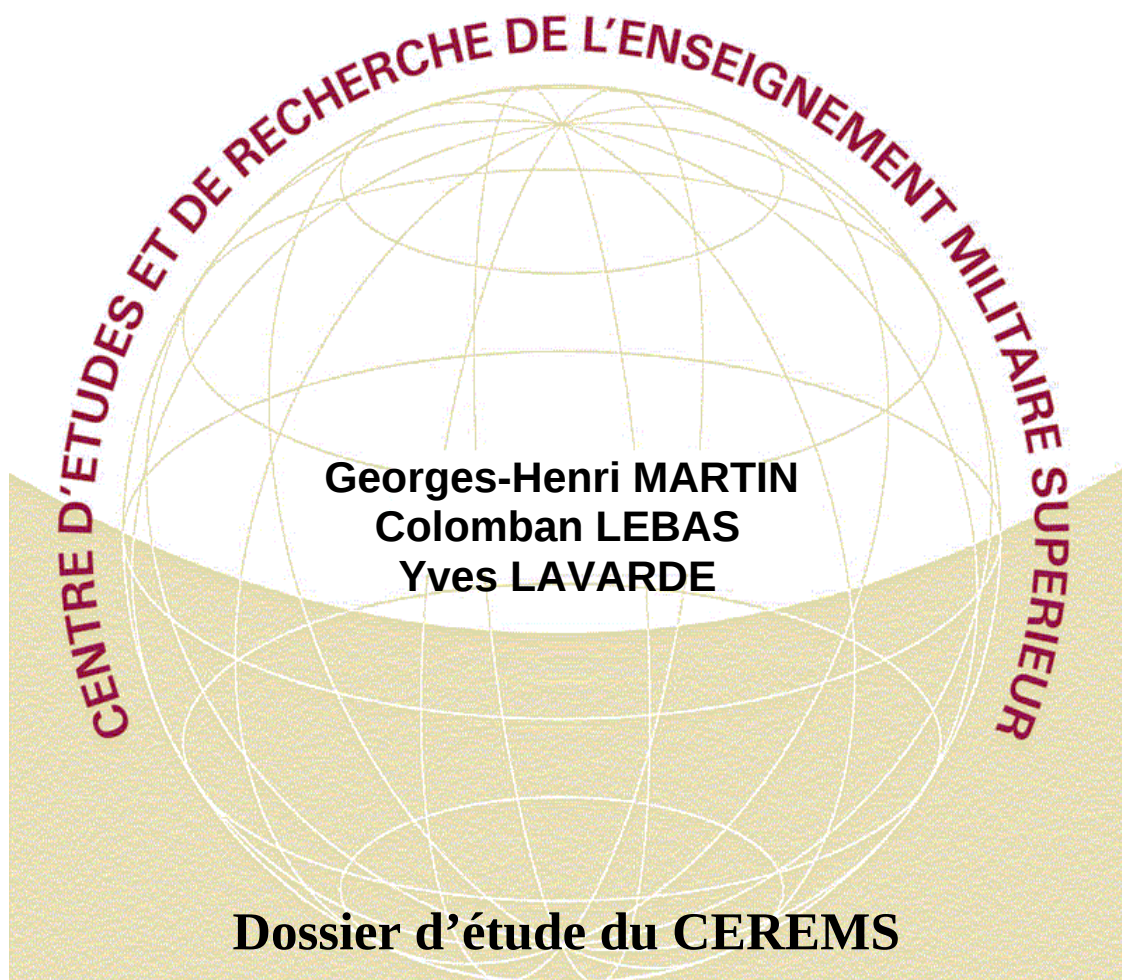


MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



12 OCTOBRE 2005

La question énergétique : évolutions et nouveaux enjeux



LA QUESTION ENERGETIQUE : EVOLUTIONS ET NOUVEAUX ENJEUX



CHEM-CEREMS

adresse géographique : 21 place Joffre, 75 007 Paris- adresse postale : BP 63, 00445 Armées
téléphone : 01 44 42 45 34- télécopie : 01 44 42 34 07

CHEM - CEREMS

Enseignant.chercheur@wanadoo.fr

Sommaire

Les stratégies énergétiques nationales.....Page 5

- Les enjeux de la stratégie énergétique de la France – août 2005.....Page 5
- La stratégie de sécurité énergétique des Etats-Unis : Du 11 septembre au Grand Moyen Orient....Page 9
- La résurrection de la stratégie énergétique de la Russie.....Page 11
- Les implications géopolitiques de la stratégie de sécurité énergétique de la Chine.....Page 14

Les stratégies énergétiques à l'épreuve du terrorisme.....Page 16

- Les menaces terroristes sur les infrastructures énergétiques.....Page 16
- La sécurisation des infrastructures maritimes de l'énergie.....Page 19

Les enjeux énergétiques régionaux.....Page 21

- Enjeux pétroliers africains (septembre 2005).....Page 21
- Enjeux pétroliers du Golfe de Guinée (septembre 2005).....Page 23
- La sécurisation des installations pétrolières dans le contexte d'une invasion : l'opération « Iraqui Freedom »...Page 25
- La politique énergétique dans le Caucase (septembre 2005).....Page 27
- Le « Grand jeu » asiatique (septembre 2005).....Page 30

Bibliographie – recherche documentaire du CEREMS.....Page 32

- « Politique de défense et de sécurité et politique énergétique :Enjeux et interdépendance ».....Page 33
- Politique énergétique : l'enjeu caucasien.....Page 45



**Sous la direction du Colonel Christian HOUDET,
directeur du Centre d'Études et de Recherche de l'Enseignement Militaire Supérieur**

*

Ce dossier d'étude a été réalisé
entre le 1^{er} janvier 2005 et le 30 septembre 2005.

Directeurs de recherche

Colomban Lebas

Colomban Lebas est enseignant-chercheur au CEREMS, en charge de l'Atelier de réponse et de Stratégie, et chercheur associé au Centre de géostratégie de l'ENS ULM. Lieutenant de vaisseau de la Marine Nationale, il est spécialiste de la relation transatlantique, des questions de défense et des problématiques européennes. Il collabore régulièrement avec la Fondation Robert Schuman. Il est par ailleurs directeur scientifique d'Europanova et enseigne la géopolitique en 3^{ème} cycle à Paris I ainsi qu'à l'ENS-Ulm.

CHERCHEURS ASSOCIES

Yves Lavarde

Elève à l'IEP de Paris en Master Carrières internationales, Yves Lavarde est chercheur associé au CEREMS et s'est notamment penché sur le Caucase, l'Asie centrale, et les enjeux énergétiques relatifs à ces régions.

Lotte Ten Hoove

Etudiante à Sciences-Po Paris, diplômée de l'université d'Amsterdam en relations internationales, Lotte Ten Hoove est chercheur associée au CEREMS et est en charge du dossier sur l'Afrique.

Dossier d'Etude du CEREMS

Les enjeux de la stratégie énergétique de la France

Comme pour tous les pays de l'Union Européenne, la politique énergétique de la France s'articule autour du tryptique : compétitivité, sécurité, respect environnemental. Un seul de ces segments intéresse directement la politique de défense, celui relatif à la sécurité énergétique, i.e. aux menaces qui pèsent sur l'approvisionnement énergétique. A l'heure où resurgit la polémique sur le pic pétrolier mondial, et où l'hypothèse d'une raréfaction croissante, voire d'une extinction à moyen-terme, des ressources en énergies fossiles, apparaît de plus en plus tangible, la stratégie de la France en matière énergétique se trouve à la croisée des chemins. Les choix qui seront faits dans les prochaines années sur les orientations de la politique de sécurité énergétique détermineront de façon cruciale l'avenir et la survie de la nation.

Deux lignes de risque et défis majeurs se dégagent de cette problématique : en amont il s'agit d'assurer le maintien de la sécurité d'approvisionnement par une politique de coopération renforcée avec les pays producteurs et par une politique active d'intelligence économique afin de maîtriser les mouvements spéculatifs et les effets de la concurrence internationale ; en aval l'enjeu consiste à asseoir un dispositif opérationnel de réaction aux crises pour pallier les incertitudes de l'environnement géopolitique et sécuriser les sites d'exploitation et les voies de communication qui permettent l'acheminement des matières premières, principalement par le recours aux sociétés de sécurité privée.

➤ La réalité de l'indépendance énergétique de la France

■ S'il y a un constat à faire sur la réalité de l'indépendance énergétique de la France, celui-ci est amer. En effet ***si le taux d'indépendance énergétique de la France est officiellement de 50%, ce chiffre doit être relativisé en raison de la méthode de calcul utilisée : il se situe en réalité entre 36% et 40%.*** Les conclusions parlementaires, relativement optimistes, du débat sur l'énergie qui a débuté en mars 2003 à l'initiative du Premier Ministre sont à cet égard aisément criticables : pour pallier la disparition progressive des énergies fossiles, le gouvernement a essentiellement insisté sur un accroissement de 50% d'ici à 2015 du recours aux énergies renouvelables. La mesure paraît généreuse, mais l'effort est en réalité minime puisque ces énergies vertes ne représentent qu'une part très marginale (de l'ordre de 5%) dans le bilan énergétique national. Même constat pour le nucléaire. La principale et seule véritable mesure adoptée à la suite du débat national concerne la construction du prototype EPR de réacteur nucléaire, l'atome étant présenté comme le garant absolu de l'indépendance énergétique du pays. S'il est vrai que le nucléaire est incontestablement un atout énergétique spécifique à la France puisqu'il assure près de 80% de la consommation électrique nationale, cette consommation électrique elle-même ne représente que 20% de la consommation nationale d'énergie.

■ Si beaucoup d'espoirs sont fondés aujourd'hui sur les énergies alternatives ou sur le projet de réacteurs nucléaires de nouvelle génération, il faut donc veiller à ne pas entretenir l'illusion sur la capacité de ces énergies à contenir la crise énergétique qui se profile. L'EPR, puis les réacteurs de quatrième génération qui lui succéderont, présenteront certes l'avantage d'être plus sûrs que les réacteurs actuels, notamment face à la menace terroriste, mais il faut prendre en compte les aléas inévitables qu'impliquent un tel projet de développement. On peut sérieusement douter que ces réacteurs de quatrième génération soient opérationnels avant une vingtaine d'années, alors même que le déclin inexorable des ressources en énergies fossiles sera déjà engagé. Autre point d'omission : le nucléaire est considéré de facto comme une production énergétique nationale car la transformation du minerai en combustible s'opère sur le territoire français, or force est de constater que la totalité de l'uranium dépend toujours d'une importation physique et la dépendance est réelle, même si les réserves en uranium sont assurées à long terme. Si on considérait le nucléaire comme une énergie importée dans la comptabilité officielle, le taux d'indépendance énergétique de la France tomberait à 10%.

■ ***Un constat similaire peut être fait en ce qui concerne les énergies vertes (éolienne, solaire, éthanol, etc.) ou les perspectives offertes par la pile à combustible fonctionnant à l'hydrogène qui nourrissent des attentes excessives.*** En effet la production commerciale de l'hydrogène coûte deux à cinq fois plus cher que les hydrocarbures utilisés pour le fabriquer. Autre inconvénient majeur, son transport est deux fois plus onéreux que celui de l'électricité, et le prix de son stockage cent fois plus coûteux que celui du pétrole. Selon les pronostics les plus optimistes l'hydrogène exploitable ne représentera en 2020 que 5% des carburants consommés. Ces objectifs et axes prospectifs ne sauraient donc à eux seuls constituer un projet global de sécurité énergétique et fournir une réponse viable à l'accroissement de la dépendance énergétique de la France, s'ils ne sont pas subsumés sous une politique de diversification des sources d'approvisionnement en énergie fossile. La France ne peut pas se contenter d'avoir pour seul but une politique d'économie d'énergie, la défense de ses intérêts stratégiques implique que celle-ci soit couplée avec une véritable stratégie géoéconomique.

➤ **Le déclin du rôle de l'Etat dans la définition de la stratégie des compagnies pétrolières**

■ ***Le pétrole reste le point noir de la politique énergétique française.*** Deuxième source de consommation d'énergie en France, après l'électricité, le pétrole représente plus du tiers des besoins énergétiques du pays. Paradoxe : ***alors que l'enjeu pétrolier apparaît de plus en plus crucial, le poids de l'Etat est devenu à l'heure actuelle quasi nul dans la définition des objectifs des compagnies pétrolières.*** Ce problème renvoie à une problématique plus large : le déclin du rôle de l'Etat dans la définition de ses intérêts énergétiques stratégiques, cette mission étant de plus en plus assumée désormais par les services d'intelligence économique du complexe Total-Fina-Elf, dotée comme toute société privée d'une autonomie quasi intégrale. Ce sont effectivement les grandes entreprises, celles qui ont une visibilité suffisante aux yeux de l'Etat qui suscitent – directement ou non – lesdites stratégies. L'Etat peut agir en toute conscience, ce qui est le plus souvent le cas mais il peut aussi, dans certains cas, être dupe des manœuvres initiées par une entreprise donnée pour l'inciter à mettre en oeuvre une logique d'affrontement géoéconomique qui, in fine, bénéficiera à ladite entreprise. En un

sens, cette dernière peut aller jusqu'à instrumentaliser l'action de l'Etat dans sa stratégie d'action économique internationale – la politique menée par Pierre Guillaumat, grand ordonnateur de la politique pétrolière française sous De Gaulle, ayant largement contribué à entretenir cette perméabilité entre pouvoirs publics et compagnies pétrolières.

■ Depuis mars 2000, il ne reste plus qu'un représentant de l'Etat au sein du conseil d'administration de Total-Fina-Elf, et son rôle a été réduit au strict minimum : c'est le dirigeant de la Direction des Matières Premières et des Hydrocarbures ou DIMAH qui n'occupe désormais qu'une fonction de simple conseiller technique. Or, la présence du directeur de la DIMAH constitue un lien puissant entre l'Etat qu'il est tenu d'informer et le complexe pétrolier dont il est l'interlocuteur naturel. C'est pourquoi il est impératif de renforcer le rôle de la DIMAH afin qu'elle ne soit plus un simple organe de consultation technique, mais bien un outil de surveillance capable, s'il le faut, d'infléchir les stratégies adoptées par les compagnies pétrolières françaises, de sorte que l'Etat et le complexe pétrolier puissent agir de concert en toute conscience des impératifs stratégiques de l'un et de l'autre. ***Déléguer toutes les initiatives géoéconomiques aux seuls services d'intelligence économique de Total-Fina-Elf signerait un abandon par l'Etat de ses prérogatives en matière de stratégie prospective.*** C'est d'ailleurs à cette conclusion qu'était parvenu le rapport d'information parlementaire de 1999 sur le « rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale ».

■ De même ***il faut songer à se prémunir des contraintes imposées par le droit communautaire européen à la politique énergétique de la France, notamment en ce qui concerne l'action spécifique qu'exerce l'Etat sur les compagnies pétrolières.*** En 1999-2000, la Commission Européenne a attaqué et condamné l'action spécifique qu'exerce l'Etat français sur les politiques des compagnies pétrolières, « action spécifique » qui lui conférait un droit de veto sur les franchissements de seuils importants et la possibilité de s'opposer à la cession d'actifs des compagnies. Selon cette instance, « l'action en or » que possède l'Etat français dans le géant pétrolier, qui jusqu'à présent lui permettait de peser sur les grandes orientations stratégiques du groupe ou sur l'évolution de son capital, est désormais vouée à disparaître. La France pourrait ainsi voir remise en cause la tutelle qu'elle exerce sur les compagnies pétrolières, l'autre risque, même si celui-ci est peu avéré, étant un rachat de Total par une société étrangère. Bien que considérée comme non-opérable par l'Etat français, la société Total n'en reste pas moins à l'abri d'une opération financière de rachat étant donnée la rigidité dont fait preuve la Commission Européenne dans l'application du principe de libre-concurrence.

➤ **Sécurité des approvisionnements et sociétés de sécurité privée : une interaction appelée à se développer**

■ Dernier point : l'interaction entre complexes pétroliers et sociétés de sécurité privée va s'intensifier. Cette donnée doit être prise en compte. De ce point de vue, il est essentiel d'asseoir un dispositif opérationnel de réaction aux crises pour pallier les incertitudes de l'environnement géopolitique et pour sécuriser les sites d'exploitation et les voies de communication qui permettent l'acheminement des matières premières, principalement par le recours aux sociétés de sécurité privée. Il est en effet plus que probable que ***l'interventionnisme des grandes puissances*** – en dehors des opérations « préemptives » du type de l'invasion de l'Irak – ***s'incarnera dans le recours aux sociétés militaires ou de***

sécurité privée, qui permettent d'assurer une gouvernementalité indirecte des ressources pétrolières par le contrôle en aval des sites d'exploitation. L'interaction croissante entre les complexes pétroliers et les sociétés militaires ou de sécurité privées est en effet en train de devenir une donnée primordiale de la problématique sécuritaire en Afrique.

■ Dans cette optique, le projet franco-européen RECAMP d'aide aux renforcements des capacités opérationnelles des armées africaines pourrait être utilisé pour intégrer et contrôler davantage le développement de ces complexes pétro-sécuritaires, et pour permettre à l'Etat de conserver une tutelle sur ces sociétés de sécurité privée – c'est le cas de GEOS qui travaille en relation étroite avec le ministère de la Défense. **RECAMP pourrait ainsi constituer une solution contre-offensive efficace à l'African Contingency Operations Training Assistance américaine**, structure où les forces officielles américaines côtoient dans la même chaîne de commandement des forces de sécurité privée et des forces gouvernementales autochtones, et qui, sous couvert de fourniture logistique et de formation des armées locales au maintien de la paix, agit en réalité au service du lobby énergétique américain. L'ACOTA est devenue très active après le 11 septembre dans des régions considérées traditionnellement comme des zones d'influence française, que ce soit au Gabon ou à Djibouti.

➤ Rétablir une vision de long-terme des intérêts stratégiques nationaux

■ Bien qu'elle dispose d'un imposant parc nucléaire qui la garantit d'une rupture d'approvisionnement en électricité, **la France se doit de rétablir une vision à long terme de ses intérêts stratégiques en matière de ressources fossiles, faute de quoi son autonomie risque d'être fortement menacée, à la fois par la donnée objective que constitue l'extinction des ressources et par les luttes géoéconomiques qui s'annoncent autour des marchés-clés de l'énergie entre la Russie** (premier réservoir de gaz de la planète), **la Chine** (deuxième consommateur de pétrole au monde) **et les Etats-Unis**. Revenir à l'état de dépendance à l'égard des compagnies américaines qui avait caractérisé le régime pétrolier français au début du XXème siècle, situation qui avait constituée un élément de fragilité extrême lors de la Grande Guerre, est évidemment impensable.

■ Il revient donc à la France de mettre en œuvre et de conduire une véritable politique de guerre économique. Si l'Union Européenne offre un cadre pour penser une politique globale d'économie d'énergie – et notamment un partenariat d'envergure avec la Russie pour l'approvisionnement en gaz naturel – celui-ci reste pour l'instant plus qu'embryonnaire, la plupart des Etats-membres ne partageant aucune vision commune de leurs intérêts énergétiques à moyen terme. On ne peut par conséquent se restreindre à cette simple perspective. **Il est ainsi nécessaire pour l'indépendance de la France de conduire en parallèle une politique de diversification des sources en énergie de nature souveraine, surtout si la Nation veut conserver la position stratégique qu'elle détient en Afrique de l'Ouest et Centrale, continent en passe devenir, après le Moyen-Orient, le terrain privilégié des luttes qui s'exercent autour des marchés fossiles.** L'alternative au problème est brutale : soit l'acceptation – inenvisageable – de la décroissance, soit la solution militaire directe par une intervention préemptive – elle aussi impensable considérant la posture stratégique actuelle de la France – soit une solution militaire indirecte par le recours maîtrisé aux sociétés de sécurité privée françaises – la plus viable et la plus évidente à

mettre en oeuvre. Car en situation de pénurie, la question du libre-marché ne se pose plus, ce sont naturellement les acteurs les plus puissants qui se transforment en prédateurs pour maintenir leur niveau de vie.

La stratégie de sécurité énergétique des Etats-Unis : Du 11 septembre au Grand Moyen Orient

Sur le moyen terme, il ne fait plus de doute que la demande d'énergie croissante au plan mondial va se heurter progressivement à la baisse de l'offre mondiale de pétrole. ***Pour les stratégies américains il s'agit à la fois d'insister sur un programme d'énergies alternatives – relance du programme nucléaire et recherche exploratoire importante dans le domaine de l'hydrogène liquide pour remplacer le carburant – mais surtout de pérenniser la mainmise des Etats-Unis sur les vastes réserves pétrolières du triangle Kirkouk-Téhéran-Riyad, de s'assurer que celles-ci ne tomberont pas sous le contrôle des compagnies pétrolières russes, chinoises ou européennes, et de contrer les menaces terroristes qui pourraient mettre en péril la sécurité de leurs approvisionnements.*** La question pétrolière est et reste l'axe central de la stratégie de sécurité énergétique américaine. En réalité, dans l'énonciation de cette stratégie la rhétorique antiterroriste coïncide dans une approche globale avec les objectifs de la politique énergétique.

➤ Les orientations majeures du rapport Cheney sur la politique énergétique des Etats-Unis

■ Quatre mois avant les événements du 11 septembre paraissait en mai 2001 un rapport du *National Energy Policy Development Group* rédigé par le vice-président Cheney où étaient détaillées les grandes lignes de la politique énergétique américaine. La stratégie décrite dans ce document avait pour but d'anticiper et de répondre à l'augmentation des besoins en pétrole des Etats-Unis au cours des trente prochaines années. Selon le rapport Cheney, les Etats-Unis qui consomment déjà 25% de la production mondiale, vont voir leur dépendance en pétrole étranger faire un bond de 52% de la consommation totale en 2001 à 66% en 2020, c'est-à-dire qu'en 2020 les américains devront importer 60% de pétrole en plus qu'aujourd'hui, passant de 10,4 millions de baril par jour à 16,7 millions. Afin de répondre à cette augmentation des besoins énergétiques, ***le rapport propose de se concentrer : en premier lieu sur l'intensification des importations en provenance des pays du Golfe, en particulier de la zone Irak-Iran-Arabie, dite du « Triangle d'or », et ce par le biais d'une action diplomatique offensive ; en second lieu d'accroître la diversité géographique des approvisionnements afin de réduire et maîtriser les risques géopolitiques qui émaillent la région.***

■ Cet objectif de diversification se comprend par la volonté qu'ont les Etats-Unis depuis le 11 septembre ne pas accroître leur dépendance vis-à-vis de l'OPEP et en particulier de l'Arabie Saoudite, partenaire de plus en plus critiqué et craint pour ses accointances avec le terrorisme islamiste. Pour promouvoir cette politique de diversification, le rapport préconise une collaboration renforcée avec les entreprises américaines du secteur énergétique, collaboration destinée à investir de nouveaux marchés porteurs comme le bassin de la mer Caspienne (Azerbaïdjan et Kazakhstan) où les Etats-Unis se trouvent en concurrence avec l'Europe, l'Afrique subsaharienne (Angola et Nigeria) et l'Amérique Latine. Les implications géopolitiques du nouveau paradigme « préemptif » américain restent cependant à l'état d'allusions. En effet, celles-ci n'apparaissent que dans le dernier chapitre, intitulé sobrement « Renforcer les alliances globales » où sont

exposés plus clairement les intentions véritables du gouvernement : ***assurer l'invulnérabilité énergétique des Etats-Unis et développer de façon concomitante des moyens capacitaires « tous azimuts » pour envahir et soumettre des puissances hostiles.***

➤ **Convergence de la politique énergétique et de la stratégie militaire antiterroriste**

■ Un parallèle s'établit alors naturellement entre les objectifs de la politique énergétique définis par l'administration Bush et les fondamentaux de la stratégie militaire américaine telle que celle-ci a été réorientée en vue d'un traitement « préemptif » des problèmes de terrorisme international. ***La convergence, ici soulignée entre politique énergétique et objectifs de la lutte antiterroriste, témoigne de l'inflexion doctrinale qui a eu lieu avec l'émergence, suite au 11 septembre 2001, de la notion de « préemption »*** : c'est à partir de ce moment que devient officielle l'idée que les Etats-Unis doivent pouvoir employer la force de manière préventive contre des puissances hostiles susceptibles de mettre en péril leurs intérêts vitaux. En effet toutes les régions désignées par le rapport Cheney comme sources potentielles de pétrole sont aussi des zones d'instabilité chronique au plan géopolitique, où le sentiment anti-américain est particulièrement répandu. C'est ici qu'apparaît ***le lien consubstantiel entre la politique de sécurité énergétique et les objectifs militaires de la stratégie antiterroriste*** : mettre en œuvre cette politique énergétique présuppose effectivement que les Etats-Unis soient capables de projeter leur puissance militaire dans ces régions.

■ Dans un rapport de la *Quadriennial Defense Review* en date du 30 septembre 2001, le secrétariat d'Etat à la Défense reconnaissait déjà que « *les Etats-Unis vont continuer à dépendre des ressources énergétiques du Proche-Orient* » et que cet accès pourrait être entravé par des actions terroristes. La QDR proposait alors pour faire face à cette situation de développer des moyens capacitaires tous azimuts dans l'optique d'une action préventive. ***Ainsi les trois priorités du gouvernement en matière de sécurité internationale, d'une part l'amélioration des capacités militaires, de l'autre la recherche en nouvelles sources de pétrole et enfin la guerre contre le terrorisme convergent de façon significative.*** La révision « préemptive » de la doctrine américaine, attribuée au contexte post-11 septembre, a donc été engrangée bien avant au sein des instances de réflexion stratégique américaines et la guerre d'Irak en est la résultante. S'il serait certes réducteur d'assimiler l'intervention américaine à une confiscation pure et simple du pétrole irakien – d'autres paramètres rentrant en ligne de compte – il est bien évident, dans la rhétorique même du gouvernement américain, que cet objectif est décisif.

➤ **Le projet du Grand Moyen Orient ou le nouveau paradigme géostratégique américain**

■ La bataille d'Irak apparaît dès lors au plan géopolitique comme l'étape matricielle du projet de remodelage du Proche-Orient. Il est symptomatique que la zone géographique décrite par ce concept de Grand Moyen Orient – qui englobe l'Afrique du Nord, l'Asie méridionale et l'Asie centrale, du Caucase à la Chine, avec la Turquie pour colonne vertébrale – recoupe précisément des territoires riches en ressources fossiles qui échappent à l'emprise entrepreneuriale nord-américaine. Plusieurs spécialistes ont d'ailleurs relevé une grande similitude entre ce projet et un ancien plan de

remodelage de la région monté par le Likoud qui prévoyait l'affaiblissement progressif des Etats limitrophes afin de sécuriser le développement territorial d'Israël. On ne peut pas exclure que la guerre d'Irak s'inscrive dans cette logique de mise sous contrôle géostratégique, la Chine et la Russie faisant les frais de cet encerclement. ***L'opération de guerre préemptive qui a été menée contre l'Irak est l'incarnation concrète de ce modèle techno-militaire de préemption des ressources énergétiques*** mis en application depuis une dizaine d'années par le Pentagone et dont le 11 septembre n'aura été qu'un facteur d'accélération. Ce projet de « Grand Moyen Orient » est en fait à l'agenda des Etats-Unis depuis 1995. Le professeur de Princeton Kenneth Deffeyes ne laissait planer aucun doute sur les objectifs réels des Américains quand il déclarait quelques mois avant l'invasion, que « ***la seule solution pour répondre aux besoins énergétiques démesurés des Etats-Unis est d'annexer l'Irak en tant que 51^{ème} Etat*** » – l'Irak étant la deuxième source de réserves pétrolières du Moyen-Orient après l'Arabie Saoudite.

■ Le projet du Grand Moyen-Orient, lancé par l'administration Bush, s'inscrit résolument dans la continuité de cette politique de préemption. Ce qu'on a coutume d'appeler le Triangle d'or – Irak, Iran, Arabie Saoudite – reste effectivement une zone d'approvisionnement primordiale avec 85% des ressources mondiales de pétrole. Il n'est donc pas improbable de voir se réitérer une expérience préemptive de ce type – la polémique sur la possibilité d'une intervention américaine en Iran a par exemple été relancée par le discours d'investiture du président Bush – même si ***les Américains choisiront vraisemblablement***, comme c'est le cas actuellement dans la gestion de l'« après-guerre » irakienne, ***d'externaliser au maximum le contrôle sécuritaire des sources et des voies d'approvisionnements, ce qui consistera à maximiser le processus d'intégration civilo-militaire et à mettre en synergie des structures de différente nature : départements d'Etat*** (Trésor, Commerce, Justice), ***agences gouvernementales*** (CIA, FBI, NSA), ***multinationales*** (Halliburton, Kellogg Brown & Root, Texaco), ***sociétés militaires*** (MPRI, Blackwater, Titan, Armor Group) ***et/ou de renseignement privées*** (Kroll, Control Risk). C'est d'ailleurs sur cette base hybride qu'ont été montés les groupes interagences qui opèrent actuellement en Irak. Ce processus de délégation au « mercenariat entrepreneurial » a pour but et avantage de permettre à l'administration américaine d'assurer une gouvernamentalité anonyme, indirecte et particulièrement flexible des zones d'approvisionnement énergétique.

Le secteur énergétique compte pour 40 % des exportations de la Fédération de Russie. Les réserves prouvées de pétrole russe sont supérieures aux réserves prouvées américaines. Moscou dispose de plus de 30 % des réserves mondiales de gaz, ce qui en fait le premier producteur au monde. La production de pétrole russe a fluctué au cours des ans, mais la dévaluation du rouble et la privatisation des entreprises d'État, comme Gazprom, Yukos, Lukoil, lui ont permis de devenir le deuxième plus grand exportateur de pétrole après l'Arabie saoudite. Moteur de la croissance russe, le secteur énergétique est le théâtre d'âpres luttes d'influence entre le gouvernement et les sociétés pétrolières. Par ailleurs, **le facteur énergétique constitue un élément central de la politique étrangère de la Russie : que ce soit à l'égard des Etats-Unis, de la Chine, de l'Europe ou encore des pays du Caucase et d'Asie Centrale, Moscou use de ce vecteur d'influence pour restaurer des positions internationales perdues avec l'effondrement de l'URSS.**

➤ **Le renouveau de la « diplomatie de l'énergie » russe** : En avril 2002, la notion de « diplomatie de l'énergie » a fait son apparition dans un rapport du World Energy Policy, une publication du ministère des affaires étrangères. Il y était préconisé de recentrer la politique extérieure sur une diplomatie « active » de l'énergie, considérée comme le **meilleur moyen pour la Russie de reconquérir une place prépondérante sur la scène internationale**. Cette conception de la politique énergétique comme levier de la guerre économique s'appuie sur une idée neuve dans les sphères de la diplomatie russe, celle de « **multivectorialité** », définie comme une politique « *dans laquelle les différentes orientations géographiques et priorités ne se contredisent pas, mais se complètent entre elles* ». **La diversité des partenariats énergétiques est donc un objectif prioritaire pour le gouvernement russe**. Dans la rhétorique gouvernementale, la Russie doit émerger comme le pivot autour duquel le futur marché des énergies fossiles va s'articuler. **La politique énergétique est conçue à la fois par la Russie 1) comme un outil de contrôle de ses partenaires** (la Russie jouant sur la dépendance énergétique de ces pays, en particulier la dépendance gazière de l'Europe), **2) comme un instrument de renforcement de ses capacités de production et de distribution par l'apport de capitaux étrangers** qui lui permettent de moderniser ses infrastructures (consolidation des partenariats avec les Etats-Unis et la Chine), enfin, à travers ses grandes sociétés énergétiques, **3) comme un vecteur d'expansion de son influence géopolitique par des stratégies d'acquisition** (reconquête de la zone d'influence de l'ancien espace soviétique).

➤ **La relance de la politique pétrolière coïncide avec une reprise en main par l'Etat du secteur national de l'énergie** : Le secteur énergétique a largement été maintenu sous le contrôle d'intérêts privés et des monopoles oligarchiques pendant la décennie 1990. La lutte qui oppose l'Etat aux groupes privés est toujours forte et s'explique par la structuration paradoxale du secteur pétrolier russe : la production de brut a augmenté de 10 % en 2002 pour atteindre 379 millions de tonnes alors que les capacités d'exportation plafonnent à 150 millions de tonnes par an. **Ces dernières années, Lukoil, Yukos, TNK et Sibneft ont exercé d'énormes pressions sur le gouvernement pour financer eux-même un oléoduc afin d'augmenter leurs capacités d'exportation, mais l'Etat leur refuse toujours la**

possibilité de construire leur propre oléoduc. Pour celui-ci cette privatisation reviendrait à abandonner la maîtrise des oléoducs et des exportations de brut, avec le risque d'une pénurie sur le marché intérieur. La construction de réseaux privés s'opposerait de plus au système actuel qui prévoit un accès égalitaire aux « tuyaux ». En effet, **tous les pipelines existants en Russie sont sous le contrôle de l'Etat via un monopole public : Transneft.** Ce bras de fer revêt également une dimension politique. La maîtrise des flux procure au Président Poutine un moyen de pression très précieux sur les patrons du secteur, et l'éviction de Khodorkovsky s'inscrit dans cette logique : c'est parce que l'oligarque voulait fusionner sa compagnie pétrolière Yukos avec son rival Sibneft, puis en vendre une partie à ExxonMobil, qu'il a été sanctionné par le gouvernement. Son arrestation fait partie intégrante de la stratégie de reconquête par l'Etat du secteur énergétique.

➤ **L'émergence d'un axe énergétique Moscou-Washington-Beijing** : L'effet le plus remarquable de cette relance du secteur énergétique a été le rapprochement russo-américain qui s'est produit suite au 11 septembre. ***La Russie, nouvelle alliée des Etats-Unis dans la lutte antiterroriste, a compris qu'en affirmant son indépendance à l'égard de l'OPEP, elle répondait au désir des américains de développer un réseau alternatif d'approvisionnement, et de diminuer leur dépendance vis-à-vis des pays du Golfe. Elle apparaissait alors comme la source d'approvisionnement la plus stable aux yeux des USA.*** Ce réchauffement russo-américain a commencé avec la proposition faite par Lukoil de construire un terminal pour pétroliers géants à Mourmansk afin de faciliter le transport du pétrole vers les Etats-Unis. Il s'est poursuivi par la tenue du Forum russo-américain de l'énergie de Houston en octobre 2002, à la suite duquel le GAFI a retiré la Russie de la liste des pays mis à l'index pour leur comportement en matière de criminalité financière. ***Cependant cette alliance pétrolière ne doit pas faire oublier les tensions*** qui animent la relation entre la Russie et les Etats-Unis, que ce soit dans la région de la Caspienne, ou au niveau de l'implantation des compagnies américaines – ExxonMobil a perdu fin 2004 sa licence pour l'exploitation du champ géant Sakhalin-3. ***Parallèle à cette « pétro-stratégie » russo-américaine, s'opère une consolidation du partenariat énergétique russo-chinois.*** Les besoins gaziers et pétroliers de la Chine en font un marché d'autant plus intéressant pour la Russie que les réformes de libéralisation, notamment sur le marché gazier européen, augmentent les pressions concurrentielles. Ce partenariat reste cependant ambigu : l'attribution du tracé de l'oléoduc russe en faveur du projet Nakhoda, à destination du Japon, montre bien la méfiance qu'entretient la Russie vis-à-vis de la Chine, qui plaidait pour un oléoduc reliant Angarsk à Daqing. Ce rebondissement illustre les dissensions toujours présentes dans la politique intérieure russe, puisque le projet chinois était soutenu par des investisseurs privés, notamment Yukos et Petrochina, alors que Transneft, avec le soutien du gouvernement, appuyait le projet japonais. ***La Russie a surtout compris qu'elle ne pouvait que bénéficier de la mise en concurrence de la Chine et du Japon.*** Enfin, en marge de cette alliance « trinitaire », l'Europe n'est pas en reste, l'initiative Poutine-Prodi sur la signature d'un partenariat énergétique entre l'Union européenne et la Russie, en discussion depuis 2000, devant lier plus étroitement ces deux zones en matière de gaz. ***La Russie veut en effet accroître ses parts de marché en Europe et espère par conséquent créer un lien organique avec l'Union.***

➤ **L'efficacité de la stratégie d'influence russe est minorée par le déficit infrastructurel et financier du secteur énergétique** : A travers ce redéploiement de sa politique énergétique, la Russie tente de

retrouver l'influence qui était celle de l'URSS sur les pays du Caucase et d'Asie Centrale à travers l'acquisition par les sociétés d'Etat d'infrastructures critiques sur ces territoires. Considérant l'avantage compétitif des compagnies russes dans la région, il n'est guère surprenant de constater ce resserrement des liens de l'ère soviétique. En tête de ce mouvement, on retrouve les géants Gazprom et UES (Systèmes d'Energie Unifiés) : le premier tente d'instrumentaliser son statut de principal fournisseur de gaz et payeur de taxes de transit à l'Ukraine et à la Biélorussie pour obtenir des participations dans le réseau de pipe-lines de ces deux pays, tandis que le second essaie de restaurer le monopole russe sur la production et la distribution d'électricité en Arménie, au Kazakhstan et en Géorgie, pour plus tard investir la Bulgarie, la Slovaquie et les pays Baltes. Le renouveau de l'industrie énergétique russe est donc réel, pour autant il ne doit pas occulter les carences toujours existantes : ***la Russie n'a en effet d'avenir que si des investissements massifs sont faits pour améliorer les infrastructures de production et de transport***, la plupart étant obsolètes. Ce déficit d'infrastructures renvoie en miroir au déficit de financement à l'exportation qui handicape les sociétés russes : elles souffrent encore de nombreux désavantages lorsqu'elles sont en concurrence pour des contrats à l'étranger. Elles doivent subir des coûts plus élevés pour leurs emprunts, en partie parce que la Russie n'a pas d'équivalent aux énormes plans de financement à l'exportation gérés par des agences gouvernementales comme Eximbank aux Etats-Unis ou Hermes en Allemagne.



Les implications géopolitiques de la stratégie de sécurité énergétique de la Chine

En 1999, la Chine importait 36 millions de tonnes de pétrole. En 2003, elle en faisait venir 78. En 2004, ses importations ont représenté de 100 à 120 millions de tonnes, volume qui atteindra par projection les 210 millions en 2010. En l'espace de quelques années les besoins énergétiques de la Chine sont devenus démesurés, du fait de sa masse démographique et de sa croissance économique rapide. Corrélat de cette croissance massive, sa dépendance énergétique en matière gazière, mais surtout pétrolière, est appelée à croître très fortement, ce qui condamne la Chine à aller s'approvisionner à l'extérieur, sa production nationale ne suffisant plus. Anticipant un état de pénurie générale, la Chine a réorienté sa politique énergétique dans le sens d'une stratégie d'approvisionnement « tout azimut » : ***la multiplication de ses fournisseurs, l'accès physique aux ressources en hydrocarbures, de même que la volonté de garantir coûte que coûte la continuité de la chaîne d'approvisionnement, sont les axes stratégiques par lesquels la Chine entend répondre à ces impératifs de sécurité énergétique.***

➤ **Les facteurs de la réorientation de la politique énergétique de la Chine** : *La fragilisation du marché intérieur de l'énergie due à la croissance économique massive de la Chine* explique en grande partie la réorientation de sa politique énergétique. En effet, en 2004, la production d'électricité, qui repose à 70% sur le charbon, a connu de graves instabilités et le déficit pétrolier n'a pas cessé de se creuser en raison du développement du secteur automobile. Le pétrole a acquis une dimension majeure dans un pays où sa consommation a augmenté de 7% par an

durant la dernière décennie, alors que la croissance annuelle de la production n'est que de 1,8%. La pénurie d'or noir trouve également son origine dans ***l'épuisement progressif des grands gisements nationaux***, ceux du nord-est en particulier. Les principaux champs pétrolifères comme Daqing, Sengli et Liaohe qui assurent 80% de la fourniture nationale de pétrole, ont atteint leur pic de production dans les années 80 et leur exploitation devient de plus en plus coûteuse. ***L'insuffisance et la vulnérabilité des infrastructures de transport*** entre les ressources de l'Ouest (désert du Taklamakan et bassin du Tarim) et le reste du pays sont une autre explication au déséquilibre de la balance pétrolière chinoise. Sur ce déficit d'infrastructures vient se greffer la problématique de la minorité Ouïgour, dans le collimateur du gouvernement chinois pour ses visées sécessionnistes panturques. Les ouïgours représentent la plus importante des minorités de Chine. Installés au Turkestan oriental, ils sont très fortement implantés dans la province du Xinjiang, une région pétrolifère située sur une ligne de confrontation entre la Russie, les pays islamiques et l'Occident. Les visées panturques du mouvement autonome Ouïgour inquiètent de plus en plus le gouvernement chinois qui craint que la sécurité de ses approvisionnements, notamment en provenance du Kazakhstan et du Tadjikistan, ne soit à terme menacée par des actes terroristes. Devant ces perspectives de pénurie, le gouvernement chinois n'a pas tardé à élaborer une nouvelle stratégie d'approvisionnement à long terme, fondée sur la sécurisation maximale des approvisionnements et sur un accès direct aux ressources en hydrocarbures. ***Cette redéfinition représente un bouleversement considérable pour un pays dont la politique énergétique a toujours obéi au paradigme de l'auto-suffisance.***

➤ **La redéfinition « tout azimuth » de la stratégie d'approvisionnement énergétique**

chinoise : Cette réorientation « tout azimuth » s'incarne d'abord dans ***une politique de coopération renforcée de la Chine avec ses principaux fournisseurs***, notamment ceux du Moyen-Orient qui représente près de 60% des importations pétrolières chinoises. Cet investissement moyen-oriental n'est pas nouveau. Les préoccupations énergétiques croissantes de Beijing vis-à-vis du Moyen-Orient se sont manifestées dès 1999 quand Jian Zemin s'est rendu en Arabie Saoudite et en Iran, et a réussi à obtenir de ces pays une augmentation substantielle du volume d'importation de pétrole. Il ne fait pas de doute que le renforcement des liens entre Beijing et Riyad va alimenter la concurrence entre la Chine et les Etats-Unis. ***La Chine a déjà pris la place des Etats-Unis comme premier acheteur de pétrole saoudien*** – elle a remporté en 2004 un important contrat d'exploitation au détriment des compagnies américaines. Cependant, la Chine est consciente de l'instabilité géopolitique de la région, notamment suite à l'intervention américaine en Irak, et de la vulnérabilité à laquelle l'expose sa dépendance au pétrole moyen-oriental. Alors que le Golfe devrait constituer jusqu'à 75% des importations chinoises de brut début 2010, une rupture brutale des approvisionnements pourrait provoquer une paralysie complète du système économique chinois. Prenant acte de ce handicap, la Chine s'est lancée dans une politique de diversification de ses sources d'approvisionnement. ***Cette diversification se traduit par une politique d'accès aux ressources en hydrocarbures à travers l'internationalisation de ses compagnies énergétiques*** (China Petrochemical Corporation/SINOPEC, China National Petroleum Company/CNPC, China National Offshore Oil Corp/CNOOC) qui vont directement acheter des nappes pétrolières en Amérique du Sud (Brésil, Pérou, Vénézuëla) et surtout en Afrique. L'avantage d'investir dans la prospection, l'exploitation et l'importation sur ces continents est évident pour la Chine : un accès physique aux sources d'hydrocarbures lui permet de ne plus dépendre des fluctuations des prix du marché, car, détail qui a son importance, chaque fois que le prix du pétrole augmente de 5 dollars par baril, la Chine doit dépenser plus

de 10 millions par jour pour payer ses importations. A ce titre ***L'Afrique est considérée comme un enjeu de première importance par la Chine*** qui, à l'instar de la politique énergétique américaine, commence à investir massivement sur ce continent qui assure d'ores et déjà 20% de ses importations de pétrole, part qui doit atteindre 30% dans les prochaines années. ***L'Algérie, le Gabon, l'Egypte ont été les premiers pays ciblés*** par la puissance chinoise pour leurs réserves prouvées. La Chine table sur une augmentation potentielle de 68% de la production pétrolière africaine d'ici 2020. A l'heure actuelle, l'Afrique reste le seul continent où les Chinois ont la possibilité de développer ce type d'implantations.

➤ **Les répercussions géopolitiques de la « course à l'énergie » chinoise** : Premier effet de cette course à l'énergie, ***la rivalité sino-japonaise pour la domination de la Mer de Chine est en train de s'amplifier*** : l'intrusion, début novembre 2004, d'un sous-marin nucléaire chinois dans les eaux territoriales japonaises en est un des symptômes. Depuis que le Président Hu Jintao a donné l'ordre aux sociétés pétrolières étatiques « d'aller à l'étranger » pour assurer l'approvisionnement, celles-ci ont été effectuer des forages en Mer de Chine orientale à la limite ouest de la ligne que le Japon considère comme sa frontière. Mis sur le compte d'une erreur de manœuvre par le gouvernement chinois, cet incident est un prélude au jeu de guerre géoéconomique qui se met en place entre les deux rivaux séculaires. ***Ces tensions sino-japonaises renvoient à l'ambiguïté du partenariat énergétique entre la Chine et la Russie***, ambiguïté soulignée récemment par la décision prise par le gouvernement russe de déterminer le tracé d'un futur oléoduc en faveur du Japon au détriment de la Chine. L'officialisation du projet d'oléoduc reliant Taichet, dans la région d'Irkoutsk, au port de Nakhodka qui se situe en face du Japon, a mis fin aux espérances de la Chine qui militait activement pour un tracé reliant la Sibérie orientale à Daqing, en Mandchourie chinoise. Cette décision illustre la méfiance qui règne entre les deux puissances d'Asie Centrale. La Chine garde toujours le souvenir des pénuries d'énergie survenues au lendemain de la rupture sino-soviétique de 1960, lorsque Moscou avait retiré toute son assistance à la production pétrolière chinoise. Au-delà de cette défiance réciproque, le partenariat avec la Russie reste cependant central, le gouvernement chinois attachant une importance particulière à la zone de la Caspienne. Les deux pays ont de plus des intérêts communs à stabiliser leurs frontières s'ils veulent pouvoir garder la main sur l'Asie Centrale et ses réserves pétrolifères. La création en 2001 de la Shanghai Cooperation Organization, qui réunit la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, plaide en faveur de cette normalisation du rapport sino-russe. Enfin, ***cette volonté de garantir la sécurité de ses sources d'approvisionnement amène la Chine à construire des partenariats avec des Etats réputés « voyous » et par conséquent à radicaliser ses prises de positions internationales***, comme on a pu le constater récemment à propos du Soudan. En septembre 2004, la Chine a menacé d'opposer son veto à toute initiative de la communauté internationale d'imposer des sanctions au Soudan pour les exactions commises au Darfour, pays où elle a investi plus de 3 milliards de dollars et qui lui fournit 7% du pétrole qu'elle consomme. On a pu noter une posture identique à propos de l'Iran quand la Chine s'est opposée à la condamnation par l'Europe et les Etats-Unis du programme nucléaire iranien. Cette prise de position est, entre autres, motivée par le fait que l'Iran assure plus 13% des importations chinoises de pétrole et qu'un contrat d'exploitation gazière sur trente ans a été signé récemment entre la SINOPEC et le gouvernement iranien.

Les menaces terroristes sur les infrastructures énergétiques

Les organisations terroristes ont parfaitement compris le rôle stratégique primordial que jouent pour les nations occidentales les infrastructures de l'énergie en systématisant leurs attaques contre les sites de production et les voies de distribution du pétrole. Les sources et sites de stockage de pétrole, les robinets, les pipe-lines, les tankers et les terminaux portuaires – i.e. tous les éléments constitutifs de la chaîne logistique d'approvisionnement énergétique – forment un nœud de cibles privilégiées pour ces organisations. Nul doute que l'amplification d'un terrorisme focalisé sur des cibles énergétiques pourrait provoquer un véritable chaos économique. *La gestion matérielle des flux pétroliers exige* donc que soit prise en compte cette nouvelle donne et implique *une sécurisation physique accrue de ces infrastructures, terrestres et maritimes, désormais soumises à la permanence de la menace terroriste.* Un examen des menaces et modes opératoires susceptibles de peser sur les infrastructures de l'énergie nous permettra d'envisager les mesures à entreprendre pour prévenir les risques inhérents à la sécurité d'approvisionnement énergétique.

➤ **Typologie des menaces** : En ce qui concerne les infrastructures pétrolières statiques (puits) et de transit (oléoducs) on peut identifier deux principales menaces : le sabotage des oléoducs et l'incendie de puits de pétrole.

⇒ Le sabotage des oléoducs est la menace la plus commune et la plus importante qui pèse sur l'approvisionnement énergétique. En Afrique de l'Ouest, en particulier au Nigéria, mais également en Amérique du Sud, en Colombie par exemple, le détournement de pipe-lines fait l'objet d'une véritable économie criminelle, qui ne se restreint pas au phénomène terroriste. *Les sabotages tiennent aux complicités entre les employés des compagnies exploitantes, les mafias locales* chargées de la revente du pétrole au marché noir *et les militaires autochtones* qui fournissent la logistique pour exporter le brut ou l'essence raffinée. Les techniciens du pétrole aident les pirates en révélant les points névralgiques et le tracé des pipe-lines. *Le « bunkering »* – qui affecterait 5% de la production pétrolière nigériane – est la méthode la plus répandue : elle *consiste à siphonner les tuyaux sans les dépressuriser, ce qui permet de ne pas alerter les exploitants.*

⇒ L'incendie de puits de pétrole est un cas spécifique à l'Irak et à une situation de guerre ouverte. Lors de la première guerre du Golfe, en 1991, cette menace éco-terroriste s'était vue concrétisée par l'incendie de 700 puits,. *Dans le cadre du conflit actuel, les sabotages en série des installations pétrolières font partie intégrante de la stratégie de la guérilla irakienne.* L'appel de Ben Laden en décembre 2004 à intensifier les opérations de sabotage des puits et des infrastructures pétrolières en Irak et en Arabie Saoudite en est l'exemple le plus probant : « *Concentrez vos opérations sur le pétrole, en particulier en Irak et dans le Golfe* » disait-il. Si dans la phase d'invasion de l'opération « Iraqui freedom » cette menace semble avoir été contenue par les forces spéciales américaines (moins d'une dizaine de puits ont été incendiés), *la situation d'après-guerre signale une montée en puissance des actions terroristes qui visent à paralyser la production de pétrole et empêcher une reprise des investissements.* On pouvait ainsi lire dans un manifeste du parti Baas

clandestin que « la bataille pour empêcher la prise de contrôle du pétrole irakien est partie intégrante de la bataille de libération de l'Irak » – <http://comitesirak.free.fr/cp/cp040517en.htm>.

➤ **Mesures prophylactiques** : Face à la multiplication des menaces, terroristes ou criminelles, les opérateurs ont opté pour une stratégie articulée autour des volets sécuritaires suivants : délocalisation des activités vers l'off-shore, renforcement technique des infrastructures, enfin recours à la coercition privée.

⇒ L'off-shorisation de la production : l'implantation terrestre de sites d'exploitation est en effet synonyme d'une vulnérabilité accrue des infrastructures. A coup de sabotages de pipe-lines, d'attaques à main armée, d'enlèvements de « lock-out », voire de grèves, Shell a perdu jusqu'à un quart de sa production au Nigeria en 1999. **Un tel contexte a conduit les compagnies pétrolières à à opérer un repli dans des « bases-vie » et les a contraint à un repositionnement tactique des unités de production en off-shore.** Cette révision tient à un constat simple : sur le continent africain, les compagnies qui ont été les moins touchées sont celles dont la production se situait à bonne distance des côtes. Résultat, la tendance massive est aujourd'hui à des implantations off-shore, l'implantation « on-shore » étant rendue difficile, notamment en Afrique, par le développement d'une criminalité spécialisée dans le sabotage ou le détournement de pipelines.

⇒ Le renforcement technique des infrastructures de transport : **dans le cas des infrastructures de transit terrestres, notamment les pipe-lines, l'innovation technique peut venir compenser le déficit de sécurité des installations.** On peut penser à l'invention du TBK (Tunnel Bomb Killer) créé par la firme française SEMA. Conçu pour être enterré, ce pipe-line en tôle ondulée est composé de huit couches d'acier galvanisé réunies entre elles pour former une sorte de nid d'abeilles de 14 cm d'épaisseur, ce qui lui confère une quasi invulnérabilité aux explosifs. Naturellement ce genre de protection n'intéresse que les points d'accès jugés sensibles et ne peut couvrir toute la longueur d'un tuyau, le coût de la sécurisation s'élevant à 500 euros par mètre. Ce coût reste néanmoins très relatif si on le compare aux répercussions financières et commerciales d'un attentat sur un oléoduc – le rapport entre le coût de la protection et celui de la réparation étant de 1/100 000ème.

⇒ Le recours aux sociétés de sécurité privée : **Pour les implantations non délocalisables off-shore, le recours aux sociétés de sécurité privée constitue la solution la plus viable et la plus évidente pour les compagnies pétrolières.** Ce dernier aspect, le plus visible dans la problématique des complexes « pétro-sécuritaires », s'articule autour d'un **tryptique composé à la fois de gardes privés, de forces gouvernementales autochtones et de services de surveillance internes aux entreprises.** Halliburton, à travers ses filiales ESG (Energy Services Group) et KBT (Kellog Brown and Root) se sont spécialisées dans ce secteur particulièrement lucratif qu'est la sécurisation des installations pétrolières et plus particulièrement l'extinction des puits pétroliers incendiés (moins de cinq sociétés à travers le monde sont capables de mener ce type d'opération qui requiert un savoir technologique hyperspécialisé). En Irak par exemple, la société Erinys a signé avec le gouvernement américain un contrat de 39,2 millions de dollars portant sur la création d'une force paramilitaire destinée à assurer la sécurité des champs de pétrole. Erinys a ensuite fait parler d'elle en recrutant d'anciens

soldats et policiers sud-africains qui avaient servi le régime de l'apartheid. Mais le contrat semble exécuté efficacement : les attaques contre les pipelines ont sensiblement baissé. L'interpénétration, dans la même chaîne de commandement, entre sociétés de sécurité privée, compagnies pétrolières et forces gouvernementales est d'ailleurs une des évolutions majeures de ce que les Américains théorisent sous l'appellation de « guerres de quatrième génération », dont l'Irak constitue la matrice.

La sécurisation des infrastructures maritimes de l'énergie

« Si un bateau qui ne nous a pas coûté 1000 dollars est parvenu à dévaster un pétrolier de cette taille, imaginez l'ampleur du danger qui menace l'artère commerciale de l'Occident que constitue le pétrole [...] Cette opération n'est pas seulement une attaque contre un pétrolier, mais également une attaque contre les lignes de transport internationales de pétrole et toutes ses différentes connotations ». Voilà ce qu'on pouvait lire dans un communiqué du bureau politique d'Al-Qaïda qui commentait l'attentat commis en 2003 contre le superpétrolier français Limburg, au large du Yémen, **preuve s'il en est que le terrorisme maritime n'est plus une hypothèse de méthode mais bien un axe stratégique de l'hyperterrorisme**. D'après les services de renseignement américains Al-Qaïda disposerait en propre d'une flotte de quinze navires de haute mer. **Cette évolution amène à s'interroger sur la conjonction de la piraterie et du terrorisme** et les conséquences qui peuvent en découler pour la sécurité d'approvisionnement énergétique.

➤ Typologie des menaces :

⇒ **Les attaques-suicides par de petites embarcations**, de type Zodiac, **contre des navires pétroliers**, comme dans le cas du Limburg ou de l'USS Cole, offrent aux organisations terroristes un biais efficace pour fragiliser et mettre en échec le système de transport énergétique. Comme le souligne le communiqué très pragmatique d'Al-Qaïda le rapport de l'impact en termes de coût est un argument supplémentaire qui plaide en faveur de cette hypothèse. L'intervention de plongeurs pour déposer des bombes sous la coque d'un pétrolier est également une solution envisageable pour les terroristes (d'après Aegis, une société de conseil en sécurité britannique, le groupe islamiste philippin Abu Sayyaf aurait formé plus de quarante nageurs de combat).

⇒ On peut aussi craindre **le détournement d'un tanker ou d'un chimiquier transformé en bombe flottante** aux mains de terroristes. Butaniers et propaneurs se prêtent spécifiquement à ce genre d'attentats. Les dégâts, contre des infrastructures portuaires, industrielles, voire même des plateformes pétrolières, pourraient s'avérer absolument considérables. Une hypothèse corrélée serait l'échouage volontaire d'un pétrolier au cœur d'un détroit ou à l'entrée d'un port, qui allierait dégâts économiques et écologiques.

⇒ Sachant que 2% seulement des conteneurs qui pénètrent sur le territoire américain sont contrôlés, **la possibilité la plus dangereuse reste que les terroristes dissimulent une bombe radiologique ou une arme de destruction massive**, munie d'un système de positionnement par satellite, **dans l'un des 230 millions de conteneurs qui transitent chaque année dans les ports du monde**. Une fois introduite dans le réseau de transport international, via des pavillons de complaisance par exemple, il serait aisé de l'actionner à distance au moment de son arrivée au cœur d'une zone habitée. Il suffirait pour conduire une telle opération de quelques agents infiltrés parmi les dockers, voire parmi les marins (80%

des certificats décernés sont des faux), placés à des points stratégiques, et dotés d'une compréhension minimale du fonctionnement de la sécurité portuaire.

➤ **Mesures prophylactiques** : Suite au 11 septembre et à l'attentat contre le Limburg, la mise en œuvre de mesures de sécurité renforcées a été quasi immédiate. ***La principale difficulté de cette sécurisation consistait à pouvoir extraterritorialiser les contrôles, i.e. à s'assurer, non pas à l'arrivée dans les ports occidentaux, mais bien plus en amont, au port d'embarquement même, que les marchandises ne présentent aucun risque.*** Ce processus de sécurisation de la chaîne d'approvisionnement, initié par les Etats-Unis, s'est traduit par l'augmentation de l'annexe « Sûreté » de la Convention Solas pour le transport maritime, l'adoption de mesures unilatérales (*Container Security Initiative* ou CSI, *Custom Trade Partnership Against Terrorism* ou C-PAT) et multilatérales tel le code ISPS (*International Ship and Port Facility Security*) qui renforcent considérablement les mesures existantes, tant à bord des navires que dans les ports,

⇒ **la sécurisation des marchandises** : ***Le CSI vise à permettre un contrôle de l'origine et des caractéristiques des marchandises ainsi que de l'identité des chargeurs et des réceptionnaires.*** Ces mesures impliquent que le conteneur doit arriver au moins 24 heures à l'avance, que l'embarquement en dernière heure n'est plus possible, enfin que les armateurs doivent déclarer leur manifeste de sortie 24 heures avant l'appareillage. ***Des mesures de scanning et de détection (Sycoscan) ont également été mises en place*** pour faire face aux risques d'un conteneur piégé. Reste que ces mesures sont très relatives puisqu'elles ne concernent que les conteneurs exceptionnellement suspects ou signalés comme dangereux et ne suffisent pas infirmer la tangibilité de cette menace (sécuriser toute la chaîne du fret maritime et soumettre tous les conteneurs à un scan mettrait fin à la fluidité sur laquelle repose l'activité économique des ports).

⇒ **le contrôle des personnels maritimes** : En ce qui concerne les zones d'accès restreint, la mise en place de mesures d'identification biométrique a été accélérée. ***Pour ce qui est de la sûreté des équipages, il a été décidé la mise sur pied d'un système sécurisé d'identification.*** Cette nouvelle pièce d'identité des marins est censée remplacer l'actuel livret professionnel maritime et permettra de vérifier l'identité et la qualité des marins, tout en facilitant leur déplacement en dehors du territoire national.

⇒ **la « stérilisation » des vecteurs de transport** : Pour les navires de transport, on peut citer l'adoption des mesures suivantes qui forment un dispositif de « stérilisation » efficace : ***la création d'un système d'identification automatique*** (l'*Automatic Identification System* qui oblige les navires à s'équiper de transpondeurs) et d'un système d'alerte, l'identification du navire par marquage sur la coque, l'établissement d'une fiche synoptique continue, ***la désignation et la formation d'un agent de sûreté à bord***, l'établissement d'un plan de sûreté du navire, l'instauration d'une déclaration de sûreté, l'obtention d'un certificat de sûreté, et l'introduction de niveaux de sûreté dans les opérations maritimes.

⇒ **l'adéquation des infrastructures portuaires à la sûreté** : Pour les infrastructures portuaires, ***les gouvernements réunis au sein de l'Organisation Maritime Internationale se sont engagés à ce que chaque terminal portuaire fasse l'objet : d'une évaluation des risques ; de l'élaboration d'un plan de sûreté (gradué selon trois niveaux de menace) ; de la***

désignation d'un responsable sûreté (qui sera le correspondant de l'officier de sûreté que le code ISPS impose à bord de chaque navire) ; d'une formation appropriée et d'exercices périodiques.

ENJEUX PETROLIERS AFRICAINS (septembre 2005)

> Un aperçu du pétrole africain

Selon la thèse optimiste l'Afrique disposerait de 112,2 milliards de barils en 2004, soit 9,4 % des réserves pétrolières mondiales (Moyen Orient : 733,9 milliards de barils, soit 61,7 %). En revanche, les tenants de la thèse pessimiste estiment que les réserves du continent ne s'élèveraient qu'à 77 milliards de barils, soit 3 % des réserves mondiales. Quoi qu'il en soit, c'est en Afrique que les nouvelles découvertes sont les plus nombreuses ; sur 8 milliards de barils de réserve découverts en 2001, près de 7 milliards se trouvaient dans le Golfe du Guinée. En 2004, la production du pétrole africain a atteint 9,26 millions de barils par jour (Mb/j), soit 11,4 % du total mondial (le Moyen Orient a produit 24,57 Mb/j en 2004, soit 30,7 % du total). Si l'Afrique ne peut pas rivaliser avec le Moyen-Orient en termes de réserves et de production, elle continuera à jouer un rôle clé sur la scène pétrolière internationale à moyen terme - comme fournisseur des Etats-Unis, de l'Europe et de la Chine. Pourtant, il serait faux de penser que la diversification de l'offre de pétrole nous rend indépendant du pétrole du Moyen Orient. ➤ **L'Afrique du Nord** : Les réserves africaines se concentrent majoritairement au nord de l'équateur, en particulier en Libye (3,3 % des réserves mondiales), en Algérie (1 % des réserves mondiales) et en Egypte (0,3 % des réserves mondiales). Ces trois pays ont produit 5 % du total mondial en 2004. Les deux pays exportateurs les plus importants de la région, la Libye et l'Algérie, connaissent une histoire pétrolière plus ancienne et différente de celle de l'Afrique de l'Ouest : pays membres de l'OPEP, nationalisation dans les années 1970, rôle encore important de la compagnie nationale, liens forts avec l'Europe. ➤ **L'Afrique subsaharienne** : Si le Golfe de Guinée ne représente que 5 % de la production mondiale à ce jour, il est considéré comme une des zones pétrolières les plus prometteuses, connaissant une forte croissance de la production et attirant des investissements internationaux importants. Le Nigeria est de loin le producteur le plus important de la région avec 2,5 Mb/j en 2004 (soit 3,2 % de la production mondiale et 28 % de la production africaine) (BP Statistical Review of Energy 2005). Sa production devrait augmenter rapidement avec la découverte récente en *offshore* de gisements importants. Le deuxième producteur de la région est l'Angola, suivi par la Guinée Equatoriale, le Congo Brazzaville, le Gabon et le Cameroun. L'intérêt accru pour l'Afrique subsaharienne s'explique par plusieurs facteurs : le potentiel de développement, la bonne qualité du pétrole, la situation favorable par rapport aux marchés consommateurs, l'ouverture aux investisseurs étrangers et le fait que ces réserves pétrolières sont essentiellement *offshore* à l'abri d'éventuels troubles politiques et sociaux. En dehors du Golfe de Guinée le Soudan a atteint une production de 300.000 b/j, mais les instabilités politiques entravent sérieusement la production et les compagnies occidentales y sont absentes. Le Tchad n'est entré sur le marché mondial qu'en 2003. Sa production devrait connaître une forte croissance dans les années à venir.

> L'activité pétrolière en Afrique comme source d'instabilité

L'or noir suscite des rivalités nombreuses dans les pays africains et est également une cause d'interventions extérieures. Pourtant, le pétrole est le plus souvent une source parmi d'autres d'instabilités politiques et de conflits. On peut distinguer deux types de conflits liés à la présence du pétrole (« Géopolitique du pétrole », Lestranger/Paillard/Zelenko, 2005) :

➤ **Conflits pour le revenu pétrolier** : Le partage de la rente pétrolière est un facteur d'instabilités politiques et sociales dans des pays comme le Nigeria, le Gabon, la Libye et l'Algérie (pays qui souffre d'un cercle vicieux de la dépendance par rapport aux revenus pétroliers et où les inégalités sociales restent fortes) de même que les revenus pétroliers peuvent alimenter et exacerber des guerres civiles (Angola, Congo, Tchad). Une tendance importante est la montée en puissance de la société civile nationale et internationale qui dénonce l'iniquité du partage de la rente pétrolière et militent dans des domaines comme l'environnement et les droits de l'homme. ➤ **Conflits pour le contrôle de la chaîne pétrolière** : La sécurisation des gisements et des installations pétrolières peut elle-même être source de tensions dans les zones de production. Ainsi, au Sud Soudan la découverte et l'exploitation des gisements par le gouvernement en 2000 se sont accompagnées de la déportation des populations hors de la zone d'exploitation et d'une intensification des massacres. Dans ce contexte l'interaction croissante entre les complexes pétroliers et les sociétés de sécurité est devenue une donnée importante de la situation locale.

> Les stratégies de sécurisation de l'approvisionnement

Garantir la sécurité de l'approvisionnement et la stabilité des prix reste un objectif vital des grands pays consommateurs de pétrole. Face aux tensions au Moyen-Orient, le pétrole africain est considéré comme un enjeu de première importance et le Golfe de Guinée apparaît comme une future zone de tensions géopolitiques majeures. ➤ **Etats-Unis** : Selon le National Intelligence Council américain l'Afrique subsaharienne pourrait fournir 25 % du pétrole américain d'ici 2020. Si le candidat Bush disait en 2000 que l'Afrique n'était 'pas une priorité stratégique nationale', ces nouvelles perspectives ont changé la position américaine. En 2002, *the African Oil Policy Initiative* a été créé ; celle-ci a donné l'impulsion au regroupement des Etats producteurs de pétrole d'Afrique occidentale dans une Commission du Golfe de Guinée. L'initiative a débouché sur la reconnaissance du Golfe de Guinée comme 'zone d'intérêt vital' par les Etats-Unis en 2002 et une stratégie américaine pour sécuriser l'accès aux matières premières dans la région. Ces dernières années l'activité diplomatique et l'engagement militaire américain en Afrique se sont accélérés. En 2003 le président Bush a annoncé l'installation d'une base militaire en Sao-Tomé-et-Principe. ➤ **Chine** : Le deuxième pays consommateur de pétrole du monde (après les Etats-Unis) doit impérativement trouver de nouvelles zones productrices pour sécuriser ses approvisionnements. La dépendance pétrolière de la Chine s'accroît rapidement ; redevenue pays importateur net en 1993, le pays pourrait être contraint d'importer 60 % de sa demande du pétrole d'ici 2020. L'Afrique profite largement de la soif chinoise et de sa politique d'ouverture. Plus de 25 % des importations chinoises de pétrole proviennent actuellement du Golfe de Guinée et du Soudan. L'offensive économique et commerciale chinoise va de pair avec une intense activité diplomatique et une stratégie d'alliances tous azimuts. L'Angola est redevenu un partenaire important et au Soudan – pays mis au ban des Nations Unis – ce sont des compagnies chinoises (Compagnie nationale de pétrole de Chine/CNPC) qui exploitent actuellement les gisements. ➤ **France** (voir fiche « Les enjeux de la stratégie énergétique de la France ») : L'Afrique de l'Ouest, zone d'influence traditionnelle de la France, est une région de plus en plus disputée. Face à la concurrence américaine la France devra rester vigilante à conserver ses positions dans cette zone primordiale.

ENJEUX PETROLIERS DU GOLFE DE GUINEE

Si le Golfe de Guinée ne représente que 5 % de la production mondiale à ce jour, il est considéré comme une des zones pétrolières les plus prometteuses, connaissant une forte croissance de la production et attirant des investissements internationaux importants. Le **Nigeria** est de loin le producteur le plus important de la région avec 2,5 Mb/j en 2004 (soit 3,2 % de la production mondiale et 28 % de la production africaine). Sa production devrait augmenter rapidement avec la découverte récente en *offshore* de gisements importants. Le deuxième producteur de la région est l'**Angola** (0,99 Mb/j), suivi par la **Guinée Equatoriale** (0,35 Mb/j), le **Congo Brazzaville** (0,24 Mb/j), le **Gabon** (0,235 Mb/j) et le **Cameroun** (0,062 Mb/j) (BP Statistical Review of Energy 2005).

> Le Golfe de Guinée : zone d'intérêt stratégique pour les Etats-Unis

Garantir la sécurité de l'approvisionnement et la stabilité des prix du pétrole reste un objectif vital pour les Etats-Unis, comme pour les autres grands pays consommateurs de pétrole. Face aux tensions au Moyen-Orient, le Golfe de Guinée - zone d'influence traditionnelle de la France - apparaît comme un nouvel eldorado pétrolier pour les Etats-Unis, ainsi que comme une zone de tensions géopolitiques majeures. Aujourd'hui de grandes compagnies pétrolières américaines comme ChevronTexaco (depuis longtemps le principal opérateur en Angola et très active au Nigeria et Congo Brazzaville) et ExxonMobil (présente au Nigeria, en Angola et en Guinée Equatoriale) investissent massivement dans le Golfe de Guinée. Mais des compagnies de taille plus réduite comme Amerada Hess, Vanco, Ocean ou Marathon sont également présentes dans la région. Cet engagement commercial est soutenu par une diplomatie américaine active. Selon le *National Intelligence Council* américain l'Afrique subsaharienne pourrait fournir 25 % du pétrole américain d'ici 2020. Si le candidat Bush disait en 2000 que l'Afrique n'était 'pas une priorité stratégique nationale', le résultat de ces nouvelles prospections ont changé la position américaine. En 2002, *the African Oil Policy Initiative* a été créé ; celle-ci a donné l'impulsion au regroupement des Etats producteurs de pétrole d'Afrique occidentale dans une Commission du Golfe de Guinée. L'initiative a débouché sur la reconnaissance du Golfe de Guinée comme 'zone d'intérêt vital' par les Etats-Unis en 2002 et sur une stratégie américaine pour sécuriser l'accès aux matières premières dans la région. Ces dernières années l'activité diplomatique et l'engagement militaire américain en Afrique se sont accélérés. En 2002, le Secrétaire d'Etat Colin Powell a visité l'Angola et le Gabon, tandis que le Sous-Secrétaire Kansteiner s'est rendu en Angola, au Nigeria, au Gabon et à Sao-Tomé-et-Principe. En 2003, le président Bush a annoncé l'installation d'une base militaire dans ce dernier petit Etat associé au Nigeria. L'intérêt accru des Etats-Unis pour le Golfe de Guinée s'explique par plusieurs facteurs : le potentiel de développement de la production ; la bonne qualité du pétrole (avec une faible teneur en soufre) ; la situation favorable par rapport aux marchés consommateurs (le long des voies maritimes de transport pétrolier) ; l'ouverture aux investisseurs étrangers ; le fait que ces réserves pétrolières sont essentiellement *offshore* à l'abri d'éventuels troubles politiques et sociaux ; et enfin le fait que seul le Nigeria, parmi les pays producteurs de la région, est membre de l'OPEP et soumis à des quotas de production.

> La dépendance pétrolière : un obstacle au développement

De nombreuses études ont confirmé ce qu'on appelle « la malédiction des ressources » ; au lieu de favoriser la croissance économique et le développement, l'abondance en ressources naturelles va souvent de pair avec de mauvaises performances macroéconomiques. Il en va de même pour les Etats pétroliers du Golfe de Guinée, notamment le Nigeria et le Gabon. Ces pays souffrent de « la maladie hollandaise », un cercle vicieux de dépendance par rapport aux pétrodollars. Leurs économies sont marquées par une prééminence de la recherche des rentes, une baisse de la productivité, un manque d'investissements rentables et un développement mono-industriel. Au Nigeria et au Gabon, l'exploitation pétrolière n'a pas permis de réduire la pauvreté, mais a exacerbé la corruption et favorisé les régimes autoritaires.

Dépendance pétrolière des producteurs africains (estimations 2002)

Pays	% PIB	% Exportations	% Revenus
Nigeria	40	95	83
Angola	45	90	90
Congo Brazzaville	67	94	80
Guinée Equatoriale	86	90	61
Gabon	73	81	60
Cameroun	4.9	60	20

III. Les conflits pétroliers dans le Golfe de Guinée

Le pétrole est le plus souvent une source parmi d'autres d'instabilités politiques et sociales et de conflits. En soi, la présence de pétrole n'a rien de conflictogène (comme le montre l'exemple de la Norvège). Pourtant, en Afrique une abondance en ressources naturelles est

corrélée avec le développement de troubles politiques. Comme l'observe Ian Garry, « le fossé entre les attentes immenses et les résultats économiques lamentables est politiquement explosif ». Au **Nigeria**, le partage de la rente pétrolière reste source de tensions, notamment dans le Delta du Niger ; les conditions de vie s'y détériorent et la population frustrée revendique une redistribution plus équitable de la rente pétrolière. Les compagnies pétrolières sont souvent la cible de protestations. La région est marquée par un cycle d'activisme politique – répression - violence. Le **Gabon**, comme le Nigeria, n'a pas réussi à réduire la pauvreté ni à diversifier son développement économique, malgré des décennies d'activité pétrolière. L'apparence de stabilité du pays sera mise à l'épreuve lors de l'épuisement de ses ressources. Outre les conflits pour le revenu pétrolier, le pétrole a exacerbé des guerres civiles en **Angola** et au **Congo Brazzaville**. La guerre civile en Angola (qui a pris fin en 2002), opposant le gouvernement aux forces rebelles de l'UNITA a été alimentée et financée par les richesses naturelles du pays (pétrole et diamants). Aujourd'hui, le pays est ravagé et 70% des Angolais vivent en dessous du seuil de pauvreté. Le conflit se poursuit dans la région pétrolière de Cabinda. De la même façon, le pétrole est devenu un facteur d'alimentation de la guerre civile et de perpétuation de la pauvreté au Congo Brazzaville. Enfin, des **conflits frontaliers** sur fond pétrolier opposent Sao-Tomé-et-Principe au Nigeria, le Cameroun au Nigeria et le Gabon à la Guinée Equatoriale.

(FAVENNEC et COPINSCHI, « Les nouveaux enjeux pétroliers », Conjoncture, juillet 2003 ; GARRY, « Le fond du baril. Le boom pétrolier et pauvreté en Afrique », Catholic Relief Services, 2003 ; LESTRANGE, PAILLARD et ZELENKO, « Géopolitique du pétrole », 2005 ; NTUDA EBODE, « Les enjeux pétroliers du Golfe de Guinée », Diplomatie, février-mars 2004)

La sécurisation des installations pétrolières dans le contexte d'une invasion : l'opération « Iraqui Freedom »

Lors de la phase de planification opérationnelle de l'invasion, une des principales préoccupations du Département de Défense américain a été d'anticiper d'éventuels attentats contre les installations pétrolières. ***Instruit des leçons de la guerre du Golfe et de l'opération « Desert Storm »***, durant les premiers jours de laquelle 740 puits de pétrole koweïtiens avaient été incendiés, ***les Américains ont échafaudé des plans pour prévenir leur destruction et gérer la phase de reconstruction des infrastructures.***

➤ La prise de contrôle des champs pétroliers par les forces spéciales américaines

■ Au lancement de l'opération « Iraqui Freedom », l'un des buts de la surprise opérative consistait à s'emparer des infrastructures pétrolières de la région de Bassorah, où se trouvent les deux tiers des 1683 puits du pays, avant que les Irakiens n'aient le temps de les saboter. La destruction des stations de pompage et d'une grande partie des puits aurait pu mettre en échec toute l'avancée américaine et constituait par conséquent un enjeu stratégique pour la suite du déroulement des opérations. ***Cette prise de contrôle des installations pétrolières irakiennes, telle qu'elle a été élaborée dans l'optique « préemptive » du Pentagone, supposait une action reposant sur la fulgurance et le déploiement de divisions interarmes légères extrêmement flexibles et capables de conduire des manœuvres multiaxiales.*** C'est pourquoi cette mission a incombé aux forces spéciales américaines. C'est le principal enseignement opérationnel qu'on peut tirer du retour d'expérience américain. Les forces spéciales ont été positionnées dans le pays plusieurs jours avant le déclenchement de l'offensive terrestre, et ont été engagées durant la nuit du 20 mars. Plusieurs postes d'observations irakiens situés le long de la frontière séparant le pays du Koweït et de l'Arabie Saoudite ont été détruits pour faciliter leur action. Il faut noter que ***le Central Command a justement avancé de 24 heures son offensive terrestre pour prendre de court les tentatives de sabotage de l'armée irakienne sur les puits de pétrole au sud.*** Le premier objectif a consisté à déployer au moins deux brigades aéroportées dans la région de Kirkouk pour appuyer les actions commandos menées sur les installations pétrolières et s'emparer de toute la zone pétrolifère en bordure du Kurdistan, en empêchant toute poussée irakienne à travers ce secteur. Le Central Command prévoyait ensuite d'engager une division de Marines dans le secteur de Bassorah pour s'emparer des sites pétroliers de la région, et verrouiller les issues de la ville de Bassorah ainsi que la frontière avec l'Iran, avant de poursuivre la poussée en direction du nord-ouest de part et d'autre du Tigre jusqu'à Bagdad. Initialement cette mission devait incomber à la 101^{ème} division aéroportée, mais celle-ci, retenue dans le « triangle » chiite, a dû laisser sa place à la 1^{ère} force expéditionnaire de Marines et la 1^{ère} division britannique qui ont agi de concert.

■ Cette prise de contrôle des installations pétrolifères a été menée en parallèle avec l'encercllement des villes, le pilonnage des positions statiques irakiennes, leur grignotage progressif à partir du Kurdistan, la sécurisation des barrages hydroélectriques, la destruction des réseaux de conduite, la prise de contrôle des aéroports et des routes à l'ouest, et

enfin la surveillance permanente du territoire par l'observation aérienne et satellitaire. ***C'est cette simultanéité d'actions dispersées qui a entraîné une saturation et un aveuglement de l'appareil politico-militaire irakien et signé le succès américain. L'action des forces spéciales a porté ses fruits puisque, pendant la phase d'invasion, seuls 9 puits ont été incendiés au sud***, et ceux situés dans le secteur Mossoul-Kirkouk sont, semble-t-il, restés saufs, notamment grâce aux actions offensives des marines. Hors de toute considération idéologique, la prise de contrôle des champs pétroliers a donc constitué un véritable succès opérationnel pour les forces spéciales américaines. On peut cependant considérer que ***le commandement américain a commis une erreur d'appréciation en se focalisant sur les champs de pétrole et en faisant l'impasse sur les pipe-lines***. En effet, si Saddam Hussein n'avait pas de projets de destruction des champs pétroliers, comme on a pu l'apprendre par la suite, il en avait en revanche en ce qui concerne les oléoducs d'exportation. ***De même, au cours de la percée dans Bagdad, les troupes américaines n'ont pu prévenir le pillage du Ministère du Pétrole et la destruction de données précieuses sur la prospection sismique et sur les forages, qui a représenté une perte chiffrée en milliards de dollars***. Autre lacune à signaler : le fait de ne pas disposer d'une cartographie des infrastructures d'une échelle inférieure à 1: 500 000 (les combats dans le Port d'Um-Qsar ont été rendus plus difficiles qu'ils n'auraient du l'être parce que les forces anglo-américaines ne possédaient pas de documents décrivant précisément la localisation des installations portuaires de la région).

➤ **Le rôle des sociétés militaires privées dans la préservation et la reconstruction des infrastructures**

■ Paradoxalement, c'est dans la période post-conflit que les difficultés se sont fait jour pour l'armée étatsunienne. ***On a assisté, avec l'émergence de la guérilla, à une recrudescence des sabotages d'infrastructures. Les installations pétrolières sont spécifiquement ciblées par les rebelles*** : en septembre 2003, 4 attaques sur le pipeline reliant Kirkouk à Ceyhan en Turquie ont suffi pour empêcher la reprise de toute livraison ; entre août et décembre 2003, 85 attaques ont été commises contre les infrastructures pétrolières irakiennes, et le pipeline nord n'a pu être remis en état avant mars 2004. La livraison de l'électricité est également affectée par les attaques (plusieurs centaines de kilomètres de câbles abattus), de même que les conduits de distribution d'eau. ***Les sabotages n'ont en revanche que partiellement entravé la production pétrolière irakienne***, qui a fait l'objet d'efforts d'investissement considérables. Sous Saddam Hussein, la production de pétrole oscillait entre 2,1 et 2,5 millions de barils par jour, dont 75% était exporté. De 300 000 barils quotidiens sans exportation en mai, la coalition a atteint 2 millions de barils à la fin septembre 2003, puis 2,5 millions début janvier 2004. Autrement dit, le volume de pétrole irakien produit et vendu égale aujourd'hui les quantités obtenues avant la guerre, alors même que le pipeline nord est resté plusieurs mois hors service.

■ C'est au savoir-faire des entreprises privées mandatées à cet effet qu'est due une telle efficacité. Alors que pendant la première guerre du Golfe seules une dizaine de ces sociétés militaires privées étaient présentes sur le théâtre d'opérations, leur nombre s'est multiplié aujourd'hui puisqu'on compte 1 employé militaire privé pour 10 militaires conventionnels. La phase de reconstruction est d'ailleurs dévolue quasi intégralement à Halliburton, société géante spécialisée dans la logistique et la sécurité pétrolière. ***Cette présence accrue d'Halliburton en Irak en fait évidemment une cible privilégiée***

pour les rebelles irakiens (plus de 130 attaques ont été menées contre les employés du géant énergétique américain). ***Alors que Brown and Root, filiale d'Halliburton, a en charge l'extinction des puits pétroliers incendiés et la gestion globale des infrastructures, c'est Erinys qui a pour mission la sécurité des infrastructures.*** Cette firme protège notamment les oléoducs de BP en Colombie. En Irak, ***Erinys a été engagée par le gouvernement américain pour former une garde paramilitaire de 6500 vigiles chargés d'assurer la sécurité des 140 installations pétrolières du pays.*** Cette formation paramilitaire est hybride car elle met en synergie des éléments strictement privés (mercenaires sud-africains issus de la défunte Executive Outcomes), des forces autochtones (autour du champ pétrolier de Baba Gurgur, à la périphérie de Kirkouk, tous les gardes sont des Kurdes, recrutés au sein des Peshmergas fidèles à Jalal Talabani, l'un des dirigeants du Kurdistan autonome, membre du Conseil de gouvernement irakien) et des éléments des forces spéciales américaines (les employés d'Erinys logent dans les mêmes bâtiments que certains membres des forces spéciales).

Le Caucase, du fait de sa proximité avec les grands gisements de la mer Caspienne **est un véritable carrefour énergétique**, où s'entrecroisent couloirs pétroliers et couloirs gaziers, et où le développement des axes routiers et ferroviaires est guidé par un jeu complexe d'influences étrangères. Entre, d'une part, la Russie qui continue à exercer sa domination sur son « étranger proche » et tend à considérer les gisements de la mer Caspienne comme relevant de son domaine réservé ; et d'autre part les grands Etats riverains et les grandes puissances américaines, chinoises et européennes, qui veulent détourner à leur profit les flux énergétiques en provenance d'Asie centrale, le partage des ressources pétrolière et gazière est âpre et disputé. Si les Etats-Unis peuvent bénéficier du soutien de pays amis (Géorgie, Turquie, Azerbaïdjan), l'Europe, elle, peut se targuer de jouer un rôle de premier plan dans l'aménagement du territoire caucasien, tandis que la Chine a investi massivement les puits de la mer Caspienne.

LA POLITIQUE ENERGETIQUE DANS LE CAUCASE

La « solution caucasienne » constitue en effet une voie de détournement, permettant aux grandes puissances consommatrices d'énergie de diversifier leur source d'approvisionnement et d'éviter, ainsi, une mono-dépendance énergétique. Les couloirs d'acheminement des hydrocarbures sont nombreux et anciens dans le Caucase et peuvent être classés en trois grandes catégories : les pipelines, les axes routiers et les axes ferroviaires.

- **Les pipelines** sont incontestablement le moyen de transport le plus efficace et sont au nombre de deux pour les oléoducs (Russie - Novorossisk - Tuapse et Bakou-Supsa) et de trois pour les gazoducs (Russie - Bakou ; Russie - Géorgie - Arménie ; et le gazoduc Azerbaïdjan-Géorgie).
- **Le réseau routier** peut se décomposer, pour l'axe Est-Ouest, en trois routes principales (Bakou - Tbilissi, Tbilissi - Mer noire et Bakou - Nakhitchévan) et, pour l'axe Nord-Sud en quatre grandes routes (Russie - Bakou - Iran, route militaire du Caucase, Tbilissi - Erevan, Erevan - Meghri - Tabriz).
- **Le réseau ferroviaire** est, quant à lui, peu fiable bien qu'assez étendu. Un certain nombre de projets devraient bientôt permettre d'accroître sa fiabilité.

Derrière les débats techniques sur le meilleur trajet et le meilleur mode de transport du pétrole, il apparaît que le réseau existant ne suffit pas, aujourd'hui, à satisfaire la demande des consommateurs européens ou asiatiques et des projets sont donc menés afin d'ouvrir des routes évitant autant la Russie que les régions du Sud et de l'Est soumises à de fortes tensions géopolitiques.

Deux grands projets sont actuellement en cours de réalisation :

- 1) **le programme Transport Corridor Europe-Caucasus-Asia (ou Traceca)**. Lancé dès 1993 par l'UE, avec l'accord des Etats-Unis, il ne concerne que les moyens de transport classiques : ports, réseaux routiers et ferroviaires. Il a été complété par un important volet consacré aux oléoducs baptisé *Inogate* et par un projet de corridor eurasien, surnommé fin 1996 « la Route de la soie du XXIème siècle ». Sa conception répond à une situation géopolitique troublée, voyant les deux principaux axes pétroliers bloqués, l'un par le conflit abkhaze en Géorgie, l'autre indirectement par le conflit tchéchène. L'effet cumulé de ces crises entraîna une re-définition du réseau et le basculement de l'axe Nord-Sud (avec la Russie) en faveur d'un axe Est-Ouest (avec l'Europe, la Turquie).
- 2) **l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan** : Cet oléoduc dont la construction a débuté en 2002 et dont l'ouverture est prévue pour octobre 2006, s'étirera sur 1740 kms, traversera 3 pays désormais proches des Etats-Unis et une zone de peuplement kurde, avant de s'achever au port de Ceyhan, sur la Méditerranée. Depuis 2000, ce projet américain de construction est vécu comme une provocation par les pétroliers russes qui par ailleurs ont été évincés d'Iraq au printemps 2003.

Par ailleurs, les négociations ont repris pour la construction éventuelle d'un **oléoduc sous la mer Caspienne**, entre le Kazakhstan (Aktau ou Sangachal) et l'Azerbaïdjan (Bakou) ce qui, à terme, devrait permettre au réseau « Asie centrale-

Caucase-Turquie » de voir le jour. A défaut, ce réseau pourrait être connecté avec une liaison maritime, notamment grâce à l'ouverture d'une ligne de ferry entre le port de Kavkaz et Bakou. Notons aussi l'existence de trois grands projets gaziers russes (les gazoducs Tabriz-Djoufba alimentant le Nakhitchévan en gaz ; celui entre Tabriz et Erevan, offrant à l'Arménie une option par rapport à sa centrale de Metsamor ; et un gazoduc vers l'Iran). De même, il convient de relever l'existence de cinq grands projets routiers (un axe Nord-Sud entre la Russie et l'Iran ; une modernisation de la route entre Bakou et la Géorgie ; un périphérique permettant d'éviter la traversée de Bakou ; une nouvelle route créée à partir, partiellement, des pistes de BTC, permettant de relier Tbilissi à la Turquie ; la modernisation d'une liaison, sur la partie Ouest du réseau géorgien). Dans le domaine ferroviaire, ce sont les modernisations des matériels roulants azerbaïdjanais, géorgien et russe (sur l'axe Russie-Bakou-Iran) ainsi que l'ouverture d'une ligne Kars-Ahalkalaki-Tbilissi , qui devraient au final accroître le trafic.

Le poids du Caucase mérite en effet d'être relativisé:

CARTE : Les couloirs énergétiques partant du Caucase

Source : http://www.ulb.ac.be/inforsciences/printemps2002/files/GH_conflitsb.pdf

LE « GRAND JEU » ASIATIQUE

On a appelé « grand jeu » les rivalités qui ont longtemps divisé la Couronne britannique et la Russie impériale pour le contrôle de l'Asie centrale ; ces rivalités se sont estompées avec le temps : l'Asie centrale est tombée sous l'égide de l'Etat soviétique et a glissé dans les limbes de la scène internationale, jusqu'à ce que l'effondrement de l'Union soviétique en 1989 donne à ces républiques devenues indépendantes une nouvelle visibilité, une nouvelle importance.

Le nouveau « Grand jeu »

Les pays d'Asie centrale, en plus d'être situés à la charnière de différents blocs géopolitiques et à proximité stratégique de théâtres d'opérations internationaux (Iraq, Afghanistan), abritent des réserves en hydrocarbures très convoitées : le bassin de la mer Caspienne recèlerait des réserves estimées à 10-15 milliards de barils de pétrole et 7 trillions de mètres cubes pour le gaz, ce qui en ferait le troisième gisement mondial, derrière ceux du Golfe persique et de Sibérie.

L'acheminement de ces riches ressources est cependant problématique : ces pays sont enclavés, coincés entre, au Sud, une puissance iranienne isolée et, au Nord, un « grand frère russe » qui continue à considérer son « étranger proche » comme relevant de son domaine réservé. La mer Caspienne à l'Ouest et les montagnes du Pamir-Alaï à l'Est contribuent enfin à faire de l'Asie centrale un espace difficilement accessible.

On appelle « Nouveau grand jeu », ces rivalités, cette lutte d'influence pour accéder à cet espace asiatique, et ce pour des motifs aussi bien militaires et stratégiques (il importe d'éviter toute contamination islamiste dans ces pays majoritairement musulmans) qu'économiques et énergétiques. Nous nous concentrerons cependant sur l'aspect purement énergétique de ce « Grand jeu », sans en ignorer – bien sûr-- les ressorts politiques.

1) Le jeu de la Russie

Le jeu apparaît biaisé : la Russie conserve historiquement sa position d'ancienne puissance tutélaire, renforcée qui plus est par sa position de pays producteur majeur et de puissance militaire dominant localement. Les gazoducs de Gazprom (dont 40% du capital appartient à l'Etat russe) et les oléoducs de la compagnie nationale russe Transneft de Bakou à Novorossik (notamment l'oléoduc CPC entre Bakou et Novorossik, ouvert en 1997, et qui passe par la Tchétchénie) restent les deux clefs du secteur et permettent à la Russie de disposer d'un monopole de fait sur les réseaux d'exportation d'Asie centrale.

La Russie s'oppose par ailleurs à tous les projets pétroliers et gaziers non-russes depuis 10 ans et les compagnies pétrolières russes se sont efforcées de pénétrer dans tous les consortiums d'exploration du Caucase et d'Asie centrale. Cet acharnement peut vraisemblablement être interprété comme la réaction un peu désespérée d'une Russie qui sent progressivement la région lui échapper.

2) le jeu des Etats-Unis

Face à la Russie, les Etats-Unis (même s'ils cherchent généralement à ménager leur allié) disposent d'appuis solides dans la région (Azerbaïdjan, Géorgie, Turquie...) et la construction de l'oléoduc BTC par la compagnie américaine BP à travers les territoires de ces trois pays a été vécue comme une véritable provocation par les Russes. Cet engagement américain en Asie centrale n'est pas récent : la compagnie américaine Amoco a investi dans la région depuis le début des années 1990 et Chevron exploite le champ pétrolifère de Tengiz. La politique des Etats-Unis s'inscrit aussi dans une logique anti-iranienne et le Département d'Etat use de tout son poids pour soutenir les projets permettant d'isoler l'Iran dans la région.

Mais rien n'empêche les Etats d'Asie centrale de jouer de ces divisions entre Américains et Russes pour introduire des acteurs-tiers comme la Chine ou l'Iran....

3) Le jeu de l'Iran

L'Iran, en effet, compte bien profiter de sa situation géographique pour :

- 1) détourner les flux énergétiques vers son territoire et devenir le passage obligé du commerce avec l'Asie centrale et le Caucase
- 2) affirmer son statut de puissance régionale
- 3) sortir de la sévère crise sociale à laquelle le pays est confronté.

Cependant, cette volonté iranienne se heurte à l'opposition américaine et les Iraniens ne sont impliqués aujourd'hui que dans des accords très secondaires, sans réelle portée.

4) Le jeu de la Chine

La Chine, dont la demande énergétique a fortement augmenté ces dernières années, lorgne depuis peu sur les gisements de la mer Caspienne. Des négociations entre la Chine et le Kazakhstan ont été menées afin d'accroître l'approvisionnement chinois en pétrole brut et en gaz. Un oléoduc est déjà en construction entre Atyrau et Kenkiyak et devrait se prolonger jusqu'à Atasu, puis Alashankou.

A partir de là, le pétrole sera acheminé en train jusqu'aux trois raffineries de la région autonome du Xinjiang-Ouïgour. Dix millions de tonnes de pétrole transiteront ainsi chaque année dans cet oléoduc et, à terme, sa capacité devrait être doublée. Ces importations sont considérées comme politiquement importantes pour le développement économique de cette région, située à l'extrême occident de la Chine et potentiellement rebelle. Du reste, Chinois et Kazakhs sont également en train d'envisager la construction d'un gazoduc entre le Kazakhstan occidental et la région du Xinjiang-Ouïgour. Naturellement, les deux parties sont préoccupées par le coût considérable de l'entreprise, mais il semble que le projet soit prévu dans le cadre d'une stratégie de réserve à plus long terme.

4) Le jeu de l'Europe.

La partie en train de se jouer autour de la mer Caspienne met en exergue la faiblesse de l'Europe, dont les compagnies pétrolières, à l'exception notoire des compagnies britanniques, sont peu présentes dans la zone. En dépit des efforts de la Commission européenne pour créer dans la zone des conditions favorables aux investissements ainsi que pour mobiliser les sociétés européennes (programme TRACERA), la frilosité de ces dernières, la capacité de projection limitée et l'absence de politique étrangère commune se conjuguent pour faire de l'Europe, au moins provisoirement, la grande absente de ce nouveau "Grand jeu".

BIBLIOGRAPHIE- recherche documentaire

Les questions énergétiques dans le Caucase

Le Caucase : économies et sociétés...

<http://www.ceri-sciences-po.org/archive/june01/kahn.pdf>

- Economie du sud-caucase

http://www.forces.gc.ca/admpol/fra/doc/524_f.htm

- La Russie, le Caucase méridional et la région de la mer Caspienne : un guide

<http://www.wws.princeton.edu/~wws401c/1998/ken.html>

- The Azerbaijan-Armenia Conflict: The War in Nagorno-Karabakh, and their Impact on Oil Pipeline Routes

<http://www.largeur.com/expArt.asp?artID=196>

- La guerre au Daghestan et ses enjeux pétroliers

http://www.assemblee-ueo.org/fr/documents/sessions_ordinaires/rpt/2004/1879.html

- La stabilité et la sécurité en Caucase-Sud

http://www.frstrategie.org/barrePortail/caucase/pdf/geoeconomie_caucase.pdf

- Appels d'influence dans le Caucase-Sud : évolutions axes de coopération et d'opposition

http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=184

- Le Caucase se fournit à Bakou

Arménie

<http://assembly.coe.int/Documents/WorkingDocs/Doc04/FDOC10223.htm>

- La situation de la centrale nucléaire de Metsamor en Arménie

<http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=61>

<http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=279>

- La construction d'un gazoduc irano-arménien

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Arm%C3%A9nie#.C3.89conomie>

- La dépendance énergétique de l'Arménie

La Georgie

<http://www.imf.org/External/Pubs/FT/SURVEY/fre/2005/080805F.pdf>

- La Georgie et le pactole pétrolier et gazier

<http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=124>

- transport du pétrole azerbaïdjanais via les ports géorgiens

http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=389

- La mer Noire ouvre l'horizon de la Georgie

http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=369

- Importance géostratégique et énergétique de la mer Noire

<http://www.lexpansion.com/art/6.0.123766.0.html>

- La bataille pour le contrôle du pétrole dans le Caucase

La mer Caspienne

<http://web.upmf-grenoble.fr/iepe/textes/PNcasp.PDF>

- Les hydrocarbures de la mer Caspienne : acteurs et enjeux

www.info-turc.org/article2288

- Les impacts géopolitiques des pipelines de la mer Caspienne

<http://cemoti.revues.org/document111.html>

- Les nouveaux enjeux énergétiques de la mer Caspienne

<http://cemoti.revues.org/document112.html>

- La Caspienne : un flou juridique source de conflits

<http://cemoti.revues.org/document114.html>

- La Caspienne : les problèmes de la coopération économique

<http://cemoti.revues.org/document117.html>

- La Caspienne : enjeu pour l'Azerbaïdjan, et l'Azerbaïdjan comme enjeu

<http://cemoti.revues.org/document115.html>

- La Caspienne : un lac russe ?

<http://www.df.gouv.fr/dossiers/mer-caspienne/petrole.shtml>

- Les ressources pétrolières de la mer Caspienne

http://www.republique.ch/archives/2000-01/journal/septembre00/petrole_caspienne/

- La ruée vers l'or noir en Caspienne

http://www.populationdata.net/cartes/mer_caspienne_petrole.html

- Carte du pétrole dans la mer Caspienne.

http://rfi.fr/actu/fr/articles/068/article_38139.asp

- Les pétroliers chinois convoitent l'or noir de la Caspienne

<http://www.radicalparty.org/georgia/monde.htm>

- La bataille pour le partage du pétrole de la Caspienne

<http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=365>

- Estimations des réserves de pétrole de la mer Caspienne

http://www.asie-centrale.com/article.php3?id_article=256

- Les enjeux pétroliers de la Caspienne

<http://cemoti.revues.org/document111.html>

- Une perspective géopolitique de la donne énergétique autour de la mer Caspienne

Les couloirs énergétiques du Caucase

http://www.senat.fr/international/collocaucase/collocaucase_mono.html#toc6

- Les couloirs énergétiques dans le Caucase et le développement du secteur énergétique en Azerbaïdjan

http://www.boursorama.com/forum/message.phtml?symbole=1rPMAU&id_message=339126163

- Les couloirs énergétiques dans le Caucase

<http://www.afrique-asie.com/archives/2000/126mars/126mercasp.htm>

- Etat des lieux des couloirs énergétiques

<http://www.cma-cgm.com/magazine/mag26/pdf/p4-7.pdf>

- La mer Noire : enjeu stratégique et défi économique

<http://www.lexpansion.com/art/15.0.55731.0.html>

- Les nouvelles routes du pétrole

<http://www.caucas.com/home/depeches.php?idp=509>

- Route de la Caspienne à l'Inde (via Bakou et Soupsa)

Le BTC

http://www.azer.com/aiweb/categories/magazine/ai103_folder/103_articles/103_bp_development.html

- La construction du BTC.

http://iicas.org/libr_en/all/26_05_05_all_libr.htm

- Le BTC : la nouvelle route de la soie.

http://www.csis.org/turkey/990507Aktas_remarks.pdf

- Prospective énergétique, BTC et transcaspian pipeline

http://www.frstrategie.org/barrePortail/caucase/pdf/politique_etrangere.pdf

- Oléoduc BTC : paradoxe et cohérence de la stratégie américaine de pipelines

<http://www.foei.org/fr/publications/link/mining/38case.html>

- les impacts environnementaux et économique de l'oléoduc BTC sur le Caucase

http://www.ceaa-acee.gc.ca/015/0002/0023/sec8_f.htm#8_3

- l'importance économique et sociale de l'oléoduc BTC sur le Caucase

http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=239

- L'oléoduc BTC pris dans le nouveau « Grand jeu ».

<http://www.prnewswire.co.uk/cgi/news/release?id=114259>

- Impact du BTC sur le développement de la région de la mer Caspienne

http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=63

- BTC : La nouvelle carotide du Sud-Caucase

<http://www.afpc.org/esw/esw48.shtml>

- Dans le cadre de la construction du BTC, exercices militaires entre puissances caucasiennes à Bakou.

<http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=155>

- Le BTC pourrait transporter du pétrole russe.

<http://www.platformlondon.org/carbonweb/SCC.htm>

- extrapolations sur le BTC

http://www.wwf-uk.org/News/n_0000001047.asp

- les dommages environnementaux provoqués par la construction du pipeline selon la WWF

http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=137

- Bilan sur la mission caucasienne du directeur de BP à Tbilissi

<http://www.caucaz.com/home/depeches.php?idp=431>

- Le BTC prêt pour octobre prochain

Les enjeux de la politique énergétique

<http://www.ifri.org/files/Cahiers29.pdf>

- Les enjeux de l'énergie nucléaire

<http://www.presse.ulg.ac.be/eld/>

- Géostratégie énergétique en Caspienne

http://www.ihedn.fr/pages/formations/session_nationale/rapports/55/55phase2comite1.pdf

http://www.ihedn.fr/pages/formations/session_nationale/rapports/54/54phase2comite3.pdf

- Les enjeux stratégiques et énergétiques du Caucase

<http://www.df.gouv.fr/dossiers/mer-caspienne/region-geostrategique.shtml>

- Les enjeux géostratégiques du Caucase

http://www.ulb.ac.be/inforsciences/printemps2002/files/GH_conflitsb.pdf

- Les enjeux géopolitiques liés aux hydrocarbures

http://www.caucaz.com/home/breve_contenu.php?id=40

- L'avenir énergétique du Caucase-Sud

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Ol%C3%A9oduc>

- Importance géopolitique des oléoducs

Politique des Etats-Unis

<http://www.voltairenet.org/article7626.html>

- Article du réseau Voltaire

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/FD001303.pdf>

- L'évolution de la politique étrangère américaine dans la région de la mer Caspienne

http://www.populationdata.net/cartes/mer_caspienne_petrole.html

- Carte des zones pétrolifères de la mer Caspienne

http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/1990/caspian_oil_gas98.pdf

- Etude « Caspian oil and gas », Agence Internationale de l'Energie, 1998 (Etude quasi exhaustive sur les enjeux énergétiques de la mer Caspienne).

<http://www.rand.org/publications/MR/MR1074/mr1074.chap6.pdf>

- Etude « Caspian oil and energy security », Rand Corporation.

http://www.ewi.info/pdf/volume1_issue6.pdf

- Etude « Transatlantic energy security and the caspian basin », *Policy Brief*, vol.1 n°6, août 2002.

[http://www.defense.gouv.fr/sites/das/dossiers/etude -
politique americaine dans la region mer caspienne/portal repository/1744308598_0001/fichier/getData](http://www.defense.gouv.fr/sites/das/dossiers/etude_-_politique_americaaine_dans_la_region_mer_caspienne/portal_repository/1744308598_0001/fichier/getData)

- Etude « La politique américaine concernant les enjeux énergétiques dans la mer Caspienne », Anne Jafalian, Fondation pour la Recherche Stratégique, février 2003.

http://www.ifri.org/files/policy_briefs/Doc_travail_1_Bird.pdf

- Article « [The Caspian Energy Game : Views from the United States and United Kingdom](#) », Helen Bird, Ifri, 2003. (Le point de vue des Etats-Unis et du Royaume-Uni sur les enjeux énergétiques de la Caspienne)

Politique étrangère européenne vis-à-vis du Caucase-Sud

<http://www.ceri-sciencespo.com/themes/europe/groupe/grp1/papdh.pdf>

- La politique étrangère européenne dans le Caucase

<http://web.upmf-grenoble.fr/iepe/textes/PNeurope.PDF>

- Approvisionnement énergétique de l'UE et politique étrangère

<http://europa.eu.int/eur-lex/lex/LexUriServ/site/fr/oj/2004/ce098/ce09820040423fr01930200.pdf>

- Politique de l'UE à l'égard du Caucase du Sud

http://europa.eu.int/comm/external_relations/azerbaidjan/intro/

- Vis-à-vis de l'Azerbaïdjan

http://europa.eu.int/comm/external_relations/georgia/intro/index.htm

- Vis-à-vis de la Georgie

http://europa.eu.int/comm/external_relations/armenia/intro/index.htm

- Vis-à-vis de l'Arménie

La Turquie

<http://meria.idc.ac.il/journal/1998/issue4/sasley.pdf>

- La politique énergétique de la Turquie

http://www.regard-est.com/home/breve_contenu.php?id=496&PHPSESSID=0b841b7fdd2ead117d2cb4dc9ee0bb83

- Les conséquences des relations turco-européenne sur le Sud-Caucase

<http://www.abig.org.tr/fr/template.asp?nx=0&id=10268&go=>

- La politique étrangère turque à l'égard du Caucase

<http://www.cerium.ca/article564.html>

- La Turquie, enjeu géopolitique sur la route du pétrole

Politique étrangère française

http://www.caucaz.com/home_eng/breve_contenu.php?id=69

- La politique étrangère du sénat français dans le Sud-Caucase

La politique russe

<http://www.diploweb.com/p5massada26.htm>

- La politique énergétique russe

http://www.iehei.org/Club_de_Nice/Compte_rendu04.PDF

- Energie : importance du Caucase dans le partenariat Russie/Europe

http://www.france-cei.com/article.php3?id_article=1930

- Politique énergétique russe en Caucase du Sud

http://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9ostrat%C3%A9gie_de_la_Russie

- Politique géostratégique de la Russie

<http://www.monde-diplomatique.fr/1997/10/CHETERIAN/9301>

- Le face-à-face américano-russe autour des gisements de la mer Caspienne

<http://www.lexpansion.com/compteur/compteur.asp?compteurId=689&redirURL=http://www.lexpansion.com/art/2306.73352.0.html>

- la Russie perd son hégémonie énergétique en mer Caspienne

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/papers/2003/strategy2020.pdf>

- Document IEA « Russia energy strategy to 2020 »

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/2000/russia2002.pdf>

- Etude IEA Russia Energy Survey

<http://fpc.org.uk/fsblob/307.pdf>

- Etude Energy empire : oil, gas and russia's revival, Foreign Policy Center, 2004.

<http://www.diploweb.com/p5massada26.htm>

- Article « La question énergétique russe », Massada, Diploweb.com Etudes Géopolitiques, mai 2003.

<http://www.upmf-grenoble.fr/iepe/textes/cl99.43.pdf>

- Article « Russie et Caspienne : réalités énergétiques, enjeux européens », C.Locatelli, Commissariat général du Plan, octobre 1999.

<http://www.dauphine.fr/cgemp/Manifestations/Gaz%202004%20OME/InterventionsCGEMP-OME/Locatelli%20doc.pdf>

- Article « La place de la Russie dans l'approvisionnement gazier européen », C. Locatelli, juin 2004.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2000/10/RADVANYI/14290.html>

- Article « Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain : rivalités pétrolières, incertitudes économiques », *Le Monde Diplomatique* n°559, octobre 2000.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/06/SARKIS/16557>

- Article « Barils de pétrole et barils et de poudre au Proche-Orient », *Le Monde Diplomatique* n°579, juin 2002.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/12/BACHKATOV/17159>

- Article « Mains libres pour la Russie », *Le Monde Diplomatique* n°585, décembre 2002.

<http://www.ceri-sciencespo.com/publica/cemoti/textes23/cheterian.pdf>

- Article « Sea or Lake : a major issue for Russia », V. Cheterian, *Cahier d'Etudes sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, CERI, n°23, janvier-février 1997.

<http://www.infoguerre.com/article.php?sid=580>

- Article « Yukos-Sibneft : manoeuvre sur l'échiquier pétrolier », *Infoguerre.com*, mai 2003.

SUJET d'ETUDE de COMITE, 54^{ème} SESSION

Auditeurs: Comité C

Date : le 6 janvier 2005

- **Officier analyste :** Colonel Christian HOUDET
- **Officiers clients :** Comité C
- **Chercheurs :** Georges-Henri MARTIN-BRICET DES VALLONS, Colomban LEBAS
- **Sujet :** « Politique de défense et de sécurité et politique énergétique – Enjeux et interdépendance »

La recherche d'une certaine forme d'autonomie et d'indépendance en matière d'énergie et d'approvisionnement en matières premières fait partie intégrante de notre politique de sécurité.

Par ailleurs des incertitudes croissantes pèsent sur le domaine énergétique en particulier du fait de notre très grande dépendance dans nos approvisionnements en produits pétroliers.

En quoi la politique de défense de la France a-t-elle un rôle à jouer pour soutenir notre politique énergétique ? Comment s'expriment les liens de dépendance entre ces deux politiques ? Quels sont les enjeux nationaux et européens.



CHEM-CEREMS

*21 place Joffre, 75007 Paris - BP 63, 00445 Armées
téléphone : 01 44 42 53 11- télécopie : 01 44 42 34 07
Courriel : secretariat.cerems@wanadoo.fr*

**« Politique de défense et de sécurité et politique énergétique :
Enjeux et interdépendance »**

Plan documentaire de recherche

Comité C

« Politique de défense et de sécurité et politique énergétique :
Enjeux et interdépendance »

I – Sites et documents généraux

II – La politique énergétique de la France

A / Documents officiels

B / Articles

III – La sécurité énergétique de la France

A / La dépendance énergétique de la France

B / La politique de sécurité énergétique

IV – Marchés-clés de l'énergie : les enjeux géopolitiques

A / L'enjeu pétrolier

B / L'enjeu nucléaire

V – L'Union Européenne

A / Sites et documents généraux sur la politique énergétique de l'Union

B / Les problématiques énergétiques régionales

VI - Etats-Unis

A / Sites et documents généraux

B / La stratégie de sécurité énergétique américaine

C / La sécurité pétrolière des Etats-Unis

D / L'enjeu pétrolier irakien

E / La stratégie américaine dans la mer Caspienne

VII - Russie

VIII – Afrique

IX - Japon et Asie du Sud

X - L'enjeu chinois

A/ Documents généraux

B/ Enjeux géostratégiques

XI - Eléments de prospective énergétique

XII – Spécialistes des questions énergétiques

**« Politique de défense et de sécurité et politique énergétique :
Enjeux et interdépendance »**

I – Sites et documents officiels

<http://www.iea.org/>

- Agence Internationale de l'Energie

<http://www.iaea.org/>

- Agence Internationale de l'Energie Nucléaire

<http://www.dauphine.fr/cgemp/>

- Site du Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières

<http://www.upmf-grenoble.fr/iepe/>

- Site de l'Institut d'Etudes de l'Economie et de la Politique de l'Energie (CNRS)

<http://www.industrie.gouv.fr/cgi-bin/industrie/frame0.pl?url=/energie/sommaire.htm>

- Site du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie consacré à la politique énergétique française.

<http://www.dauphine.fr/cgemp/Publications/Presentations/IHEDN%2017%20novembre.pdf>

- Dossier Les enjeux énergétiques du XXIème siècle, IHEDN, novembre 2004.

<http://www.ieer.org/ensec/>

- Site de la revue Energy and Security, lettre d'information internationale de l'Institut de Recherche Energétique et Environnementale.

II – La politique énergétique de la France

A / Projets de loi et rapports parlementaires

http://www.assemblee-nat.fr/12/cra/2003-2004/199.asp#P13_102

- Déclaration du gouvernement et débat sur l'énergie en date du 15 avril 2004

<http://www.senat.fr/rap/a04-076-6/a04-076-6.html>

- Projet de loi de finances Energie pour 2005 (24/11/04)

<http://www.senat.fr/dossierleg/pjl03-328.html>

- Projet de loi d'orientation sur l'énergie (10/06/2004)

<http://www.senat.fr/rap/r01-305/r01-3051.pdf>

- Rapport d'information Le marché européen de l'énergie : enjeux et conséquences de l'ouverture - 22/05/2002

http://www.senat.fr/rap/197-4391/197-4391_mono.html

- Rapport de commission d'enquête La politique énergétique de la France : passion ou raison ? (tome 1) – 20/05/98

http://www.senat.fr/rap/l97-4392/l97-4392_mono.html

- Rapport de commission d'enquête La politique énergétique de la France : passion ou raison ? (tome 2) – 20/05/98

<http://www.senat.fr/rap/r02-079/r02-0791.pdf>

- Rapport d'information Energie : Quelle politique française pour la prochaine législature ? - 09/12/02

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/034000591/0000.pdf>

- Rapport d'information « Une stratégie énergétique pour la France » de Jean Besson, octobre 2003.

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/024000073/0000.pdf>

- Rapport « Penser l'avenir pour agir aujourd'hui : rapport du club Energie, prospective et débats » de Benjamin Dessus, Commissariat Général du Plan.

http://www.worldenergy.org/wec-geis/global/downloads/morocco/politique_energetique.pdf

- Dossier statistique « La politique énergétique française », Ministère de l'Economie.

http://www.vie-publique.fr/dossier_polpublic/energie/index.shtml

- Dossier La politique de l'énergie française.

B / Articles

<http://www.politis.fr/article924.html>

- Article « Débat sur l'énergie à l'Assemblée nationale : une entourloupe », P. Piro, *Politis*, avril 2004 (Commentaire critique du débat parlementaire sur la politique énergétique).

<http://www.dauphine.fr/cgemp/>

- Article « La France peut-elle encore définir une politique énergétique nationale ? », J.-M. Chevalier, *Futuribles*, février 2003.

<http://www.france.attac.org/IMG/pdf/4pagesenergieLiv1.pdf>

- Article « La question énergétique en débat », document de l'association ATTAC, septembre 2004.

<http://www.latribune.fr/Dossiers/electricite.nsf/0/C1256C3D0051883CC1256DB10076FF02?OpenDocument>

- Article « Les atouts énergétiques de la France », *La Tribune*, septembre 2003.

III – La sécurité énergétique de la France

http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes/notes/No_22.pdf

- Note de recherche « Energy security : a risk and vulnerability analysis » du Centre d'Etudes des Politiques Etrangères et de Sécurité, février 2003 (une analyse détaillée des enjeux de sécurité énergétique).

A / La problématique de dépendance énergétique

http://geogate.geographie.uni-marburg.de/parser/parser.php?file=/deuframat/francais/5/5_2/deshaies/kap_2.htm

- Dossier « A la recherche d'une diminution de la dépendance énergétique de la France et de l'Allemagne »

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/textes/independance.htm>

- Document « L'indépendance énergétique de la France », DGEMP.

<http://www.upmf-grenoble.fr/iepe/textes/Noel9910.PDF>

- Etude « Indépendance énergétique versus marché mondial », Pierre Noël, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble.

<http://www.sfen.org/fr/debat/compress.pdf>

- Communiqué « La contribution du nucléaire à l'approvisionnement énergétique de la France », Société Française de l'Energie Nucléaire, avril 2004.

http://temps-nouveaux.net/article.php3?id_article=75

- Article « Energie : le point sur une première contre vérité : le nucléaire assure-t-il vraiment l'indépendance énergétique de la France ? », *Les Temps Nouveaux*, septembre 2004.

<http://www.unige.ch/sebes/textes/1995/95YLillusoire.html>

- Article « Les illusoires progrès de l'indépendance énergétique française : trucage des données électriques, statut national de l'uranium importé », Y. Lenoir, Ecole des Mines, novembre 1994.

<http://www.politis.fr/article580.html>

- Article « Energie : le débat manqué », P. Piro, *Politis* n°752.

B / La politique de sécurité énergétique

http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/pdf/maillard_iena.pdf

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/iena.htm>

- **Sécurité d'approvisionnement et indépendance énergétique.** 28ème forum d'Iéna à Paris, 8 février 2001 (Discours d'introduction et plan général du colloque).

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/contexte.htm>

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/aie-resume-fr.htm>

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/interventions.htm>

- **Conférence sur l'ouverture des marchés énergétiques :** « conséquences sur les missions de service public et de sécurité d'approvisionnement pour l'électricité et le gaz », février 2002 à Bercy, Centre Pierre Mendès-France.

<http://www.reseauvoltaire.net/imprimer8489.html>

- Rapport d'information **L'Etat défenseur des intérêts économiques des compagnies pétrolières françaises**, Sénat, octobre 1999 (synthèse du rapport d'information sur le rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale)

http://www.conseil-economique-et-social.fr/ces_dat2/2-3based/base.htm

- Article « **Prévention et gestion des risques technologiques** », C. Fiterman, Avis et Rapports du Conseil Economique et Social, n°07, mars 2003.

<http://www.reseauvoltaire.net/article8488.html>

- Article « **L'Etat garant de la sécurité des approvisionnements** », Réseau Voltaire (pour assurer l'indépendance énergétique de la France, l'Etat assume la défense des intérêts économiques des compagnies pétrolières françaises)

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/ra2001-revenante.htm>

- « La sécurité d’approvisionnement énergétique : une revenante ? », Extraits du Rapport annuel de la Direction Générale de l’Énergie et des Matières Premières.
-

IV – Marchés-clés de l’énergie : les enjeux géopolitiques

http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/rencparl/se_renc00.html

- Article « Politique énergétique : les enjeux d’une vision globale »

A / L’enjeu pétrolier

1. France

<http://www.reseauvoltaire.net/rubrique371.html>

- Liste « Auditions de Mission d’information parlementaire française sur le rôle des compagnies pétrolières dans la politique internationale ».

http://www.ihtp.cnrs.fr/recherche/pol_petrole_ABe.html

- Article « La politique pétrolière de la France des années 1930 à nos jours », CNRS.

<http://www.ehess.fr/cirpes/ds/ds75/petralg.html>

- Article « Pourquoi le retard des compagnies pétrolières françaises en Algérie ? » par Nabila Slimani, *Le Débat Stratégique* n° 75 - juillet 2004 ;

2. Monde

<http://omrpublic.iea.org/>

- Portail de l'Agence Internationale pour l'Energie sur le marché pétrolier

<http://www.monde-diplomatique.fr/2003/04/SADOWSKI/10107>

- Article « **Vérités et mensonges sur l'enjeu pétrolier** », Y. Sadowski, *Le Monde Diplomatique*, avril 2003.

<http://www.politis.fr/article509.html>

- Article « **Les guerres du pétrole et de l'eau** », P. Piro, *Politis* n°754.

<http://wolf.readinglitho.co.uk/francais/fpages/foilwars.html#future>

- Article « **Les guerres pour le pétrole** ».

<http://www.politis.fr/article1037.html>

- Article « **Un monde sans pétrole** », P. Piro, *Politis* n°753.

<http://www.reseauvoltaire.net/article13160.html>

- Article « **Vers la pétro-apocalypse** », Yves Cochet, *Le Monde*, avril 2004.

http://www.ifri.org/files/CFE/PN_Petrole_NeoPessimisme.pdf

- Article « **Pétrole : le néo-pessimisme est infondé** » par Pierre Noël, IFRI

http://www.ifri.org/files/CFE/PN_Oil_NewParadigm.pdf

- Article « **A new paradigm for oil ?** » par Pierre Noël, IFRI ;

<http://www.reseauvoltaire.net/article13806.html>

- Article « **Conférence sur le pic mondial de la production pétrolière** », rapport de Michael C. Ruppert, mai 2003.

<http://www.reseauvoltaire.net/article13805.html>

- Article « **Guerres de ressources : Le déplacement du pouvoir pétrolier** », Réseau Voltaire, mai 2004 (Des économistes de tous bords réclament une régulation de l'accès mondial à l'énergie, faute de quoi les guerres de prédation, comme l'invasion de l'Irak, se multiplieront...)

http://www.vcds.forces.gc.ca/dgsp/pubs/rep-pub/dda/milassess/2002/003f_f.asp

- Article « **Guerres de ressources** », Ministère de la Défense du Canada, 2002.

http://www.conflits.org/article.php3?id_article=767

- Article « **Pétrole et sécurité privée au Nigeria** : un complexe multiforme à l'épreuve du « syndrome de Monaco », M.-A. Pérouse de Montclos, *Cultures et conflits* n°52. (Cet article met en lumière les interactions entre les complexes pétro-sécuritaires implantés en Afrique et le mercenariat de type entrepreneurial)

<http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes/pdf/BULL62.pdf>

- Article « **Vers une nouvelle donne pétrolière** », Albert Legault, *Bulletin du maintien de la paix*, septembre 2003.

B / L'enjeu nucléaire

1. France

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/nucleair/pdf/carte2.pdf>

- **Carte des implantations des sites nucléaires sur le territoire français**

<http://portaildurisque.iut.u-bordeaux1.fr/bdsecdesinstals.htm>

- Base de données sur la sécurité des installations nucléaires françaises

<http://www.dissident-media.org/infonucleaire/etanche.html>

- Article « Les risques d'inondation des centrales nucléaires françaises », Site d'information sur le nucléaire.

<http://www.college.interarmees.defense.gouv.fr/03pub/tribune/article33/ACHIARY%20CBA%20B2%20article%20v2.pdf>

- Article « L'indépendance énergétique de la France passe-t-elle forcément par le nucléaire ? », CBA Achiary, Tribune du Collège Interarmées de Défense n°33.

<http://www.politis.fr/article310.html>

- Article « Nucléaire : le débat interdit », P. Piro, *Politis* n°721. (sur les critiques adressées au projet EPR)

http://www.ifri.org/files/Cerfa/visions_02_turkish.pdf

- Article « La France, l'Allemagne et l'enjeu nucléaire », Frédéric Turkish, *Visions franco-allemandes*, n°2, novembre 2004.

<http://www.sfen.org/fr/energie/bouchard.htm>

- Article « Le nucléaire et l'approvisionnement énergétique de demain », Jacques Bouchard, Pdt de la Société Française d'Energie Nucléaire, *Le Monde* du 2 avril 2002.

2. Monde

<http://www.ifri.org/files/Cahiers29.pdf>

- Numéro spécial « **L'énergie nucléaire au XXIème siècle : les enjeux de sécurité** », *Cahiers de l'Ifri*, septembre 1999.

<http://www.ieer.org/ensec/no-15/no15fnc/contents.html>

- Numéro spécial « **Etudes de risque sur les centrales nucléaires** » de la revue *Energie et Sécurité*, n°15, 2001.

<http://www.ieer.org/ensec/no-16/no16fnc/contents.html>

- Numéro spécial « **La fin de l'économie du plutonium / Analyse de risque** » de la revue *Energie et Sécurité*, n°16, 2001.

http://www.cea.fr/fr/magazine/dossier_combust/defis93_3.pdf

- Dossier « **Uranium : l'abondance au rendez-vous** », Commissariat à l'Energie Atomique (sur les perspectives d'approvisionnement en uranium).

http://www.unidir.org/bdd/fiche-periodique-fr.php?ref_periodique=1020-7287-1999-2-fr

- Numéro spécial « **Un traité sur les matières fissiles : portée, stocks et vérification** », Forum du désarmement, n°2, 1999.

V – L'Union Européenne

A / Sites et documents généraux sur la politique énergétique de l'Union

<http://www.encharter.org/index.jsp>

- **Charte Européenne de l'Energie**

http://europa.eu.int/pol/ener/index_fr.htm

- **Portail de la politique énergétique de l'Union** (site quasi exhaustif qui rassemble tous les textes juridiques consacrés à la politique énergétique européenne, des fiches thématiques, une bibliographie complète et une liste de sites clés)

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/textes/securite.htm>

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/pdf/introduction.pdf> (introduction)

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/pdf/partie-1.pdf> (1ère partie)

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/pdf/partie-2.pdf> (2ème partie)

http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/ins_charpin.htm (conclusion)

- **Colloque européen sur la sécurité d'approvisionnement énergétique**, 24 novembre 2000 à Bercy.

<http://www.reseauvoltaire.net/article11686.html>

- Document officiel « **Stratégie européenne de sécurité** » : document préparé par Javier Solana, secrétaire général du Conseil européen et Haut-représentant pour la Politique étrangère et de sécurité, et approuvé par le Conseil européen de Bruxelles, le 12 décembre 2003 (la première partie traite des enjeux de la politique de sécurité énergétique).

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/pdf/livre-vert.pdf>

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/pdf/livre-vert-rap-final.pdf>

- **Livre vert de la Commission européenne** : « Vers une stratégie européenne de sécurité d'approvisionnement énergétique ».

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/politiqu/pdf/discours-palacio.pdf>

- **Discours de Mme Loyola de PALACIO**, vice-Présidente de la Commission européenne, chargée de l'Energie et des Transports à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) Paris, le 5 juillet 2001.

[http://www.ifri.org/files/PL_European_Approach\[1\].pdf](http://www.ifri.org/files/PL_European_Approach[1].pdf)

- Article « **La Politique énergétique de l'Europe** », Pierre Lepetit, Ifri, 2001. (Pendant longtemps, confortés par l'abondance et les prix bas de l'énergie, ni les Etats-Unis ni l'Europe n'ont eu de véritable politique énergétique...)

<http://www.robert-schuman.org/synth63.htm>

- Article « **La sécurité des approvisionnements énergétiques en Europe** », François Vuillemin, Fondation Robert Schuman, synthèse n°63, 2002.

[http://www.eva.ac.at/\(en\)/publ/pdf/os_l2.pdf](http://www.eva.ac.at/(en)/publ/pdf/os_l2.pdf)

- Etude « **Energy efficiency policy issues in the EU members states** », Ministère Finlandais du Commerce et de l'Industrie.

[http://www.eva.ac.at/\(en\)/enercee/enlargement.htm](http://www.eva.ac.at/(en)/enercee/enlargement.htm)

- Dossier « **Energy policy and EU enlargement** » (les implications de l'élargissement aux 25 sur la politique énergétique européenne).

<http://www.robert-schuman.org/supplement/sup186.htm>

- Article « **Union européenne et pétrole** », C.-A. Paillard, Fondation Robert Schuman, Lettre n°186, novembre 2004.

<http://www.reseauvoltaire.net/article8539.html>

- Article « **Les rivalités autour du pétrole de la mer Caspienne : une menace pour la sécurité européenne ? Enjeux et risques** », Réseau Voltaire, juillet 1999.

<http://www.iss-eu.org/chaillot/chai36e.html>

- Numéro spécial « **The Black Sea Region: Challenges and Opportunities for Europe** », Les Cahiers de Chaillot, n°36, 1999. (Quelle stratégie pour l'Europe dans la mer noire ?)

B / Les problématiques énergétiques régionales au sein de l'Union Européenne

Royaume-Uni

<http://www.oxfordenergy.org/jelindex.shtml>

- **Journal of Energy Literature**, Oxford institute for energy.

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/2000/uk2002.pdf>

- Etude IEA **Energy Policy of the United Kingdom**

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/work/2002/forum/Hartlypp.pdf>

- Etude « **Security of supply and energy policy** », février 2002.

[http://www.eva.ac.at/\(en\)/publ/pdf/s6_110.pdf](http://www.eva.ac.at/(en)/publ/pdf/s6_110.pdf)

- Etude « **Energy efficiency as a concern of energy regulation: what can be learned from the UK experience ?** », Dan Staniaszek, Energy Saving Trust.

http://www.raeng.org.uk/news/temp/Lambert_text.pdf

- Etude « **International context for UK energy policy** », C. Lambert, Royal Academy of engineering, avril 2004.

<http://www.number-10.gov.uk/su/energy/3.html>

- Etude gouvernementale « **The Energy Review : A Performance and Innovation Unit Report** », février 2002.

<http://www.wci-coal.com/uploads/MarchEcoal.pdf>

- Numéro spécial «UK's energy future ? », Newsletter du World Coal Institute, vol. 45, mars 2003.

<http://www.oxfordenergy.org/articles/UK%20Energy%20Policy.pdf>

- Article « UK energy policy : driving into a wall ? », J. Bower, Oxford Institute for Energy Studies (une analyse critique des décisions d'investissement à long-terme de la politique énergétique britannique)

<http://www.timesonline.co.uk/printFriendly/0,,1-5-585425,00.html>

- Article « UK will depend on imported gas », *The Times*, février 2003.

<http://www.timesonline.co.uk/article/0,,5-338360,00.html>

- Article « Gas shortage in UK 'due within three years' », *The Times*, février 2003 (sur l'hypothèse d'une pénurie de gaz à court terme en Grande-Bretagne)

Allemagne-Autriche

<http://www.energieinfo.de/>

- Site allemand d'information sur l'énergie

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/2000/germany2002.pdf>

- Etude IEA Energy Policy of Germany

<http://www.worldenergy.org/wec-geis/global/downloads/edc/EFD2004.pdf>

- Dossier « **Energie für Deutschland** », World Energy Council, 2004.

http://www.auswaertiges-amt.de/www/fr/aussenpolitik/vn/nichtnukl_energie_html

- Site sur la stratégie (non-nucléaire) énergétique allemande

<http://www.eva.ac.at>

- Site de l'Agence Autrichienne pour l'Energie

<http://www.stade.ihk24.de/STDIHK24/STDIHK24/produktmarken/index.jsp?url=http%3A//www.stade.ihk24.de/STDIHK24/STDIHK24/produktmarken/innovation/energie/energiepolitik/Energiepositionspapier.jsp>

- Etude « **Energiepolitik für di Zukunft** », C. von Bredow (quels enjeux énergétiques pour le futur ?)

http://www.swp-berlin.org/common/get_document.php?id=267

- Document de travail « **Sicherheit der Energieversorgung – Zu kompliziert für Europas** », F. Müller, Institut allemand de politique internationale et de sécurité, août 2003.

Italie

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/2000/italy2003.pdf>

- Etude IEA **Energy Policy of Italy**

http://www.minindustria.it/aree/servizi.php?id_area=4&sezione=aree&tema_dir=tema2

- Section Energie du site du Ministère italien de l'industrie

http://www.alfabravocharlie.com/anno_2002/Giugno_2002/PDF_giugno-2002/Attualit_Politica_energetica_il_ritorno.pdf

- Article « **Politica energetica : il ritorno** », *Rivista di sicurezza e difesa*, 2002.

http://www.italiaue.it/fra/energia_fra.asp

- Article « **L'Italie et l'énergie** »

<http://www.oilcrash.com/italia/petrolm.htm>

- Article « **Paradigmo post-petrolifero e popolazione** », W. Youngquist, 1999. (sur les perspectives de développement après l'extinction des ressources pétrolifères).

<http://www.oilcrash.com/italia/energet.htm>

- Article « **Limiti energetici alla crescita** », J. Hanson, 2003.

<http://www.lexpansion.com/art/2150.70322.0.html>

- Article « **Polémique sur la dépendance énergétique de l'Italie** », l'Expansion, septembre 2003.

<http://www.associazionedifisalavoratori.org/modules.php?name=News&file=article&sid=335>

- Article « **Politica energetica a colpi di black out** », *Associazione difesa lavoratori*, septembre 2003. (renvoie à l'article précédent sur le black-out du 28 septembre qui a frappé toute l'Italie et relancé la polémique sur la dépendance énergétique du pays)

<http://www.oilcrash.com/italia/blackout.htm>

- Entretien avec Matt Simmons, PDG de la Banque pour l'investissement énergétique mondial, août 2003.

Espagne

<http://www.cores.es/homei.htm>

- Site du Ministère de l'industrie sur la politique pétrolière espagnole

http://www.mundoenergia.com/contenido/s_energias_fosiles/ef_0111_indefensos_ante_ataque_nuclear.htm

- **Revue MundoEnergia** (revue consacrée à la politique énergétique espagnole et internationale qui dispose d'une somme importante d'articles en ligne)

http://www.soberania.info/Articulos/articulo_679.htm

- Forum « **Energia e Seguridad de Estado** : Desarrollo e Integración Energética Latinoamericana », Soberania.info, janvier 2004 .

<http://www.paz-digital.com/portal/modules.php?name=News&file=article&sid=3189>

- Article « **Energia, politica y terrorismo : la energia nuclear en espana** »

Pays d'Europe Centrale et Orientale

<http://www.energycentre.hu/>

- Site de l'Agence Hongroise pour l'Energie

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/2000/hungary2003.pdf>

- Etude IEA, « **Energy policy of Hungary** », 2003.

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/2000/czech2001.pdf>

- Etude IEA « **Energy policy of Czech Republic** », 2001.

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/1990/slovak1997.pdf>

- Etude IEA « Energy policy of Slovak Republic », 1997.

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/1990/ukraine1996.pdf>

- Etude IEA « Energy policy of Ukraine », 1996.

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/1990/slovenia1996.pdf>

- Etude IEA « Energy policy of Slovenia », 1996.

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/1990/czech1994.pdf>

- Etude IEA « Energy policy of Slovak Republic », 1997
-

VI - Etats-Unis

A / Sites et documents généraux sur les enjeux énergétiques américains

<http://www.heritage.org/Research/EnergyandEnvironment/index.cfm>

- Portail de l'Heritage Foundation sur les questions énergétiques

<http://www.rand.org/scitech/topics/energy.html>

- Portail de la Rand Corporation sur la politique énergétique

<http://www.energycommission.org/>

- Site de la Commission Nationale sur la Politique Energétique

<http://usinfo.state.gov/journals/ites/0504/ijef/ijef0504.pdf>

- Etude « **Les défis de la sécurité énergétique** », *Economic perspectives*, mai 2004. (documents traduits en français émanant du département d'Etat américain).

<http://www.ieer.org/ensec/no-20/no20fnc/ES20Fnc.pdf>

- Etude « **Assurer l'avenir énergétique des Etats-Unis** », *Energie et Sécurité* n°20, 2002.

http://www.ifri.org/files/PW_Energy_Colomabni.pdf

- Article « **Etats-Unis : Enjeux énergétiques et politique extérieure** », Philippe Colombani, *Universalia* 2003.

B / La stratégie de sécurité énergétique américaine

<http://www.whitehouse.gov/energy/National-Energy-Policy.pdf>

- Rapport officiel de la Maison Blanche sur la politique énergétique américaine

http://www.brookings.edu/comm/events/20040305_intro.pdf

http://www.brookings.edu/comm/events/20040305panel_1.pdf

http://www.brookings.edu/comm/events/20040305panel_2.pdf

http://www.brookings.edu/comm/events/20040305_keynote.pdf

http://www.brookings.edu/comm/events/20040305panel_3.pdf

http://www.brookings.edu/comm/events/20040305panel_4.pdf

- Colloque « **Global Challenges for U.S. Energy Policy: Economic, Environmental, and Security Risks** », Brooking institution, mars 2004.

<http://www.ndu.edu/inss/DefHor/DH36/DH36.pdf>

- Article « Hydrogen as a Fuel for DOD », Defense Horizons, n°36, novembre 2003. (article qui envisage l'hypothèse d'un remplacement du carburant des armées américaines par de l'hydrogène)

http://www.ifri.org/files/CFE/Nivola_NuclearEnergy_US.pdf

- Article « L'économie politique de l'énergie nucléaire aux Etats-Unis », Pietro Nivola, document CFE.

<http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes/pdf/BULL65.pdf>

- Article « La sécurité énergétique américaine ou la défense de l'american way of life ? », A. Legault, Centre d'Etudes des Politiques Etrangères et de Sécurité, novembre 2003.

C / Sécurité énergétique et dépendance pétrolière

http://www.ifri.org/files/CFE/PN_US_et_Petrole.pdf

- Article « Les Etats-Unis et le pétrole », Pierre Noël, Centre français sur les Etats-Unis, Ifri, avril 2003.

http://www.ifri.org/files/PN_US_2002.pdf

- Article « Les Etats-Unis face à leur dépendance pétrolière », Pierre Noël, *Policy papers du CFE*, 2002. (Depuis le début des années 1980, la dépendance pétrolière américaine est acceptée et assumée. Le recours au marché mondial va s'accroître dans les années et les décennies à venir).

http://www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/manifestations/s_minaire_1033636016876/publi_P_cfe_us_energy_security_1048521164156

- Actes du séminaire « Dépendance pétrolière et sécurité énergétique américaine », Ifri, 2002.

http://www.ifri.org/files/CFE/PN_US_SecuritePetroliere.pdf

- Article « Les Etats-Unis et la sécurité pétrolière mondiale », Pierre Noël, document de travail du CFE-Ifri.

http://www.ifri.org/files/CFE/PN_WP_10_03_1.pdf

- Article « La Stratégie de sécurité américaine et le pétrole du Moyen-Orient », Pierre Noël, *Document de travail du CFE*, Paris, Ifri, octobre 2003.

http://www.ifri.org/files/CFE/PN_Societal_Tireapart.pdf

- Article « Etats-Unis et Moyen-Orient : le pétrole ne fait pas la politique », Pierre Noël, *Sociétal*, n°42, 4e trimestre 2003.

http://www.ifri.org/files/CFE/PN_QI_US_Petrole.pdf

- Article « Les Etats-Unis et le pétrole : de Rockefeller à la guerre du Golfe », Pierre Noël, *Questions Internationales*, n°2, juillet-août 2003.

http://www.frstrategie.org/barrePortail/caucase/pdf/politique_etrangere.pdf

- Article « L'oléoduc Bakou-Ceyhan : paradoxes et cohérence de la stratégie américaine des pipelines », A. Jafalian, *Politique étrangère* n°1, printemps 2004.

<http://www.libertypost.org/cgi-bin/readart.cgi?ArtNum=79256>

- Article « China in Line as U.S. Rival for Canada Oil », New-York Times, décembre 2004. (Cet article illustre l'inquiétude croissante des Etats-Unis vis-à-vis des perspectives de croissance de la Chine)

http://www.axcessnews.com/worldnews_092904a.shtml

- Article « **Russia and China Vie for Oil, Influence** », *Voice of America*, septembre 2004.

<http://www.reseauvoltaire.net/article13419.html>

- Article « **La bombe et le pétrole, Spencer Abraham, un homme de confiance** », Réseau Voltaire (article consacré à la personnalité du principal conseiller de G.W. Bush en matière énergétique.)

http://www.ifri.org/files/CFE/PierreNoel_LaTribune.pdf

- Entretien avec Pierre Noël « **A long terme, les Etats-Unis auront peu d'influence sur la politique pétrolière irakienne** », entretien avec Pierre Noël publié dans le quotidien économique *La Tribune*.

D / L'enjeu pétrolier irakien

http://c.asselin.free.fr/french/mars03/cartes_Irak.htm

- Carte des zones pétrolifères de l'Irak

<http://www.eia.doe.gov/emeu/international/iraq.html>

- Dossier « **Les ressources énergétiques de l'Irak** », Energy Information Administration, 2004.

<http://www.ifri.org/files/PNUSIrak.pdf>

- Article « **L'Amérique et le pétrole irakien** », Pierre Noël, Ifri (une analyse synthétique de l'enjeu pétrolier irakien pour les Etats-Unis.)

http://www.project-syndicate.org/article_print_text?mid=1620&lang=4

- Article « **L'avenir du pétrole irakien** », A.F. Alhajji, Project Syndicate, juillet 2004.

<http://www.politis.fr/article465.html>

- Article « **Main basse sur le pétrole irakien** », T. Brun, *Politis* n°739 bis.

http://www.ifri.org/frontDispatcher/ifri/publications/articles_1036502931790/publi_P_publi_cfe_pnnouvelobs_1040373323914

- Entretien avec Pierre Noël « **Irak : Une guerre pour l'or noir ?** », publié dans le *Le Nouvel Observateur*, octobre 2002.

E / La stratégie américaine dans la mer Caspienne

http://www.populationdata.net/cartes/mer_caspienne_petrole.html

- Carte des zones pétrolifères de la mer Caspienne

http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/1990/caspian_oil_gas98.pdf

- Etude « **Caspian oil and gas** », Agence Internationale de l'Energie, 1998 (Etude quasi exhaustive sur les enjeux énergétiques de la mer Caspienne).

<http://www.rand.org/publications/MR/MR1074/mr1074.chap6.pdf>

- Etude « **Caspian oil and energy security** », Rand Corporation.

http://www.ewi.info/pdf/volume1_issue6.pdf

- Etude « **Transatlantic energy security and the caspian basin** », *Policy Brief*, vol.1 n°6, août 2002.

http://www.defense.gouv.fr/sites/das/dossiers/etude_-_politique_americaaine_dans_la_region_mer_caspienne/portal_repository/1744308598_0001/fichier/getData

- Etude « **La politique américaine concernant les enjeux énergétiques dans la mer Caspienne** », Anne Jafalian, Fondation pour la Recherche Stratégique, février 2003.

http://www.ifri.org/files/policy_briefs/Doc_travail_1_Bird.pdf

- Article « **The Caspian Energy Game : Views from the United States and United Kingdom** », Helen Bird, Ifri, 2003. (Le point de vue des Etats-Unis et du Royaume-Uni sur les enjeux énergétiques de la Caspienne)

VII - Russie

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/papers/2003/strategy2020.pdf>

- Document IEA « **Russia energy strategy to 2020** »

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/2000/russia2002.pdf>

- Etude IEA **Russia Energy Survey**

<http://fpc.org.uk/fsblob/307.pdf>

- Etude **Energy empire : oil, gas and russia's revival**, Foreign Policy Center, 2004.

<http://www.diploweb.com/p5massada26.htm>

- Article « **La question énergétique russe** », Massada, Diploweb.com Etudes Géopolitiques, mai 2003.

<http://www.upmf-grenoble.fr/iepe/textes/cl99.43.pdf>

- Article « **Russie et Caspienne : réalités énergétiques, enjeux européens** », C.Locatelli, Commissariat général du Plan, octobre 1999.

<http://www.dauphine.fr/cgemp/Manifestations/Gaz%202004%20OME/InterventionsCGEMP-OME/Locatelli%20doc.pdf>

- Article « La place de la Russie dans l’approvisionnement gazier européen », C. Locatelli, juin 2004.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2000/10/RADVANYI/14290.html>

- Article « Conflits caucasiens et bras de fer russo-américain : rivalités pétrolières, incertitudes économiques », *Le Monde Diplomatique* n°559, octobre 2000.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/06/SARKIS/16557>

- Article « Barils de pétrole et barils et de poudre au Proche-Orient », *Le Monde Diplomatique* n°579, juin 2002.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2002/12/BACHKATOV/17159>

- Article « Mains libres pour la Russie », *Le Monde Diplomatique* n°585, décembre 2002.

<http://www.ceri-sciencespo.com/publica/cemoti/textes23/cheterian.pdf>

- Article « Sea or Lake : a major issue for Russia », V. Cheterian, *Cahier d’Etudes sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, CERI, n°23, janvier-février 1997.

<http://www.infoguerre.com/article.php?sid=580>

- Article « Yukos-Sibneft : manoeuvre sur l’échiquier pétrolier », *Infoguerre.com*, mai 2003.

VIII - Afrique

<http://www.iea.org/Textbase/subjectqueries/nmc/africa.asp>

- Base de données sur les ressources et les indicateurs énergétiques de l'Afrique

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/1990/africa1997.pdf>

- Etude IEA **North Africa : Oil and Gas**, 1997.

<http://www.worldenergy.org/wec-geis/publications/reports/afrique/geographie/geographie.asp>

- Article « **Géographie énergétique de l'Afrique** »

http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/papers/2003/african_energy.pdf

- Article IEA « **Ensuring Africa's energy security** », C. Mandil, 2003.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2003/01/SERVANT/9856>

- Article « **Offensive sur l'or noir africain** », J.-C. Servant, *Le Monde Diplomatique*, janvier 2003.

<http://www.wsws.org/articles/2004/nov2004/ango-n03.shtml>

- Article « **Struggle to control Angola's oil** », World Socialist Web Site.

<http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/ABRAMOVICI/11376>

- Article « **Activisme militaire de Washington en Afrique** », P. Abramovici, *Le Monde Diplomatique*, juillet 2004 (article traitant de la politique de main-basse des Etats-Unis sur les marchés-clés de l'énergie africaine, et de l'absence de véritable contre-offensive de la part de la France, désormais fortement concurrencée sur ses propres zones d'influence).

http://www.lesnouvelles.org/P10_magazine/16_analyse03/16136_USAfriquepetrole.html

- Article « Le continent africain : deuxième source de pétrole et de gaz pour les Etats-Unis ».

<http://www.rfi.fr/fichiers/MFI/EconomieDeveloppement/304.asp>

- Article « Le pétrole africain : des réserves stratégiques », RFI, juillet 2001.

http://www.essentialaction.org/shell/Final_Report.pdf

- Rapport « Oil for nothing : multinational corporations, environmental destruction, death and impunity in the Nigeria Delta »

<http://www.globalissues.org/Geopolitics/Africa/Nigeria.asp>

- Article « Nigeria and Oil », A. Shap, *Conflicts in Africa*, 2000.

IX – Japon et Asie du Sud

<http://www.iea.org/dbtw-wpd/textbase/nppdf/free/2000/japan2003.pdf>

- Etude IEA Energy policy of Japan

<http://www.cefj.org/fr/membres/CR/Mestier.pdf>

- Dossier Evolution de la politique énergétique japonaise, H. Mestier Du Bourg, délégué du groupe Total au Japon, avril 2004.

<http://eneken.ieej.or.jp/en/data/pdf/110.pdf>

- Etude « Japan's Energy Policy : its implications »

http://www.espace-eolien.fr/lille/pu_wind/puwcomm.htm

- Article « L'énergie éolienne comparée au plutonium : étude du cas japonais », Institut pour la Recherche sur l'Energie et l'Environnement, 1999. (article consacré au potentiel de développement de l'énergie éolienne).

http://www.cfr.org/pdf/Manning_Energy_Article.pdf

- Article « Asian energy predicament / La fâcheuse situation énergétique de l'Asie du Sud », Robert Manning, *Survival* vol.42 n°3, février 2001.

http://www.ifri.org/files/centre_asie/Cahiers_d_asie_4_chapitre_intro.pdf

- Numéro spécial « Asia and Europe cooperating for energy security », *Les Cahiers d'Asie* n° 4, 2004.

X - L'enjeu chinois

A / Documents généraux

http://www.enpc.fr/fr/formations/ecole_virt/trav-eleves/cc/cc0203/chine/chine.htm

- Dossier général « La problématique énergétique en Chine », Ecole nationale des ponts-et-chaussées, 2003.

http://www.ifri.org/files/CFE/PN_Chine_Appro.pdf

- Dossier statistique « L'approvisionnement énergétique de la Chine : les implications géopolitiques », Pierre Noël, Ifri, septembre 2004.

http://www.frstrategie.org/barreFRS/publications/archives/colloques_manif/programme_conf20040914/programme_conf20040914.pdf

- Actes du Colloque **Emergence d'une superpuissance : la Chine, adversaire ou partenaire ?** Fondation pour la Recherche Stratégique, septembre 2004 (pour les enjeux pétroliers se référer à la deuxième partie) .

B / Enjeux géostratégiques

http://www.industrie.gouv.fr/energie/nucleair/textes/se_nuc_chine.htm

- Document « **Les perspectives de développement de l'énergie nucléaire en Chine** », Service nucléaire de l'Ambassade de France en République Populaire de Chine, mars 2004.

<http://www.geopolitis.net/geopol/geo/article/arti1103187404155795835F20C56DD8.html>

- Article « **Chine : puissance en surchauffe** » par Jean-Claude Courdy, *Géopolitis*, décembre 2004 (La croissance exceptionnelle de la Chine a créé une nouvelle superpuissance dont le poids ne manque pas d'affecter les intérêts politiques des pays les plus riches de la planète)

<http://www.geopolitis.net/geopol/geo/article/arti1101576118704818422119438616.html>

- Article « **La Chine, le pétrole et l'Afrique** », Chung-lian Jiang, *Géopolitis*, novembre 2004.

<http://www.geopolitis.net/geopol/geo/article/arti1100603593887B73FB8FC8123B49.html>

- Article « **Yo-yo pétrolier : la Chine ne joue pas** », J.-C. Courdy, *Géopolitis*, décembre 2004.

<http://www.checkpoint-online.ch/CheckPoint/Monde/Mon0100-ChineTensionsPetrole-T.html>

- Article « **Tension rises as China scours the globe for energy / La recherche d'énergie que mène la Chine sur toute la planète exacerbe les tensions** », R. Spencer, *The Telegraph*, novembre 2004.

<http://www.reseautoltaire.net/article12323.html>

- Article « U.S.A and China Are on Collision Course Over Oil », Gal Luft, *Los Angeles Times*, 2 février 2004.

<http://www.coe.ccip.fr/02/pdv/pdf/04mai/lesechos25052004.pdf>

- Article « Le triangle périlleux du pétrole, des Etats-Unis et de la Chine », E.Hache et S.Rol, *Les Echos*, mai 2004 ;

<http://www.diploweb.com/forum/schaeffer.htm>

- Article « Chine : dépendances énergétiques et mesures de compensation », général Daniel Schaffer, Diploweb.com Etudes Géopolitiques, septembre 2004.

<http://membres.lycos.fr/patderam/war5.htm>

- Article « Esthétique de la guerre illimitée : sur « La guerre hors limites » de Qiao Liang et Wang Xiangsui » (l'article analyse le discours tenu par les officiers chinois sur la stratégie énergétique de la Chine)

XI - Eléments de prospective énergétique

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/petrole/textes/conc-amster.htm>

- 9ème Forum international de l'Energie (les principales conclusions)

<http://www.senat.fr/rap/r02-079/r02-0791.pdf>

- Rapport d'information Energie : Quelle politique française pour la prochaine législature ? - 09/12/02

[http://www.eva.ac.at/\(en\)/publ/pdf/os_11.pdf](http://www.eva.ac.at/(en)/publ/pdf/os_11.pdf)

- Rapport « **EU energy efficiency policy – prospects for the future** », P. Lambert, Commission Européenne.

<http://www.csis.org/stratassessment/reports/energyi81298.pdf>

- Etude « **The Changing Geopolitics of Energy** », Center for strategic and international studies, août 1998.

<http://www.industrie.gouv.fr/energie/pdf/persp2010.pdf>

- Dossier « **Perspectives énergétiques pour la France à l’horizon 2010-2020** », Ministère de l’Economie, des finances et de l’industrie.

<http://www.assemblee-nationale.fr/12/rap-oecst/i0832.asp>

- Rapport **Durée de vie des centrales nucléaires et nouveaux types de réacteurs** de l’Office de recherche scientifique et technologique - 14/05/2003

<http://www.assemblee-nat.fr/rap-oecst/energies/r3415.asp>

- Rapport d’information **L’état actuel et les perspectives techniques des énergies renouvelables** (14/11/01)

http://www.assemblee-nat.fr/rap-oecst/pile_combustible/r3216.asp

- Rapport d’information **Les perspectives offertes par la technologie de la pile à combustible** (20/06/01)

http://www.chaine-des-puys.net/articles/Perspectives_energetiques.htm

- Article « **Quelques réflexions sur les perspectives énergétiques** » (informations factuelles sur la prospective en matière énergétique).

<http://www.humanite.presse.fr/journal/2004-05-13/2004-05-13-393618>

- Article « **Quel avenir énergétique pour la France et l'Europe ?** », *l'Humanité*, mai 2004 (compte-rendu sur les perspectives de l'EPR et des réacteurs nucléaires de troisième génération).

http://sfp.in2p3.fr/Debat/debat_energie/websfp/ITER-treiner.pdf

- Article « **La France et l'énergie des étoiles** », Balibar, Pommeau, Treiner, *Le Monde*, octobre 2004 (article consacré au projet ITER)

http://www.total.com/csr2003/fr/p2/p2_1.htm

- Entretien avec Y.-L. Darricarrère « **Trouver des relais et des alternatives aux hydrocarbures** », Directeur Général de la Branche Gaz-Électricité et membre du Comité exécutif de Total.

<http://www.infoguerre.com/article.php?sid=370>

- Article « **Le monde en 2020 selon Shell** », Infoguerre.com (analyse synthétique du rapport de prospective énergétique de la firme anglo-saxonne Shell)

XII. Spécialistes des questions énergétiques

■ **Pierre NOEL** - Economiste et politologue, il est docteur en Science Politique (université Pierre-Mendès-France, Grenoble II), titulaire d'un DEA en économie de l'énergie. Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble. Avant de rejoindre l'Ifri en janvier 2002, Pierre Noël travaillait à l'[Institut d'Economie et de Politique de l'Energie](#) (CNRS, Grenoble), où il est toujours chercheur associé. Il est également associé au [Center for Energy, Petroleum and Mineral Law and Policy](#), université de Dundee (Ecosse).

■ **Jean-Marie CHEVALIER** - Professeur de Sciences Economiques à l'Université Paris Dauphine où il dirige le Centre de Géopolitique de l'Energie et des Matières Premières et le DEA Economie Industrielle. Il est aussi Directeur au Cambridge Energy Research Associates (CERA, Bureau de Paris). Au cours de sa carrière, il a travaillé au service économique du groupe Elf Aquitaine et au département Energie de la Banque Mondiale. Il a enseigné l'économie industrielle et l'économie de l'énergie aux Universités d'Alger, de Rabat, de Grenoble, de Paris XIII, à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et à l'Ecole Nationale d'Administration. Pendant plusieurs années il a été administrateur de la Banque

Nationale de Paris. Il est l'auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'industrie et l'énergie, parmi lesquels *Où va l'économie Mondiale ?* (2002), *Energy Liberalization in Europe : A New Concern for Security of Supply* (CERA 2002), et *Les Grandes Batailles de l'énergie* (2004).

■ **Albert LEGAULT** - professeur à l'Université du Québec à Montréal, est l'un des plus grands chercheurs au monde dans le domaine des études stratégiques. Ses conseils ont été sollicités par le gouvernement canadien et par d'autres pays de l'OTAN. Spécialiste du maintien de la paix, il a publié plusieurs ouvrages sur les thèmes de la dissuasion nucléaire dans le monde et du désarmement.

■ **Claude MANDIL** – Diplômé de l'Ecole Polytechnique et Ingénieur Général au Corps des Mines, Claude Mandil a été directeur du Bureau de Recherche Minière et Géologique, directeur général de la Direction de l'Energie et des Matières Premières, directeur délégué de Gaz de France (1998-2000). Il a dirigé l'Institut Français du Pétrole (IFP) jusqu'à ce qu'il devienne en 2004 directeur de l'Agence Internationale de l'Energie.

■ **Olivier APPERT** – Ancien élève de l'Ecole polytechnique, ingénieur général des mines. Il débute sa carrière au service des Mines de Lyon. Après divers postes au ministère de l'Industrie et au cabinet du Premier ministre, Olivier Appert est Directeur adjoint du cabinet du ministre chargé de l'industrie de 1984 à 1986. En 1987, il prend la responsabilité de la stratégie de la société Télécommunications radioélectriques et téléphoniques TRT. En 1989, Olivier Appert devient Directeur des hydrocarbures au ministère chargé de l'industrie. En 1994, Olivier Appert rejoint la direction générale de l'IFP et prend en charge les activités de recherche et développement. En 1998, il devient vice-président d'ISIS, holding dont l'IFP était actionnaire majoritaire et qui détenait des participations dans des entreprises des secteurs pétrolier et parapétrolier. Olivier Appert était directeur de la Coopération à long terme et de l'analyse des politiques à l'Agence internationale de l'énergie depuis octobre 1999.

■ **Patrick CRIQUI** - Directeur de Recherche au CNRS, est responsable des recherches sur l'analyse et la modélisation du système énergétique mondial et du programme Énergie-Environnement à l'IEPE. Il a été rapporteur général du groupe « Énergie 2010-2020 » du Commissariat Général du Plan, pour l'analyse du contexte international et des modalités de la politique énergétique française (1996-1998). Il a également été économiste consultant auprès de la Direction des études économiques du Groupe TOTAL, où il a développé des scénarios énergétiques mondiaux à l'horizon 2010 (1992-1993). Il est diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales et Docteur en économie de l'énergie de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble.

■ **Arjun MAKHIJANI**– Graduated from Berkeley, she is the head of the Institute for Energy and Environmental Research. Author of *Ecology and Genetics*, a new theoretical exploration of the connections between the genetic structures of living beings and the ecosystems they need to survive (2001). Above all she is the principal author of the first overall study of energy efficiency potential of the US economy (1971), the first global analysis of energy and agriculture in the Third World (1975), and the first independent re-assessment of radioactivity emissions from a nuclear weapons plant (1989). Principal editor and co-author of the first global assessment of the health and environmental effects

of nuclear weapons production (*Nuclear Wastelands*, 1995), which was nominated for a Pulitzer Prize by MIT Press. Co-author of the first technical study to show that de-coupling of economic growth from energy use growth was possible (1974); the first complete audit of the cost of the US nuclear weapons program (1998).

■ **Matt SIMMONS** – is the founder and Chairman of the world's largest energy investment banking company, Simmons & Co. International. He graduated cum laude from the University of Utah and received a Masters degree with distinction in Business Administration from Harvard Business School. He then served on the faculty as a research associate for two years. In 1974, he founded Simmons & Company International. He is past Chairman of the National Ocean Industries Association and a trustee of the Farnsworth Art Museum in Maine. He serves on the Board of Directors of the Associates - Harvard Business School and past President of the Harvard Business School Alumni Association. He serves as a Board Member of Kerr-McGee Corporation, Brown-Forman Corporation, the Center for Houston's Future, Houston Technology Center, ICIC and The Atlantic Council of The United States of America. He is also a member of the Counsel of Foreign Relations.

■ **Michael T. KLARE** – is the Five College Professor of Peace and World Security Studies (a joint appointment at Amherst College, Hampshire College, Mount Holyoke College, Smith College, and the University of Massachusetts at Amherst), and Director of the Five College Program in Peace and World Security Studies (PAWSS), a position he has held since 1985. Before assuming his present post, he served as Director of the Program on Militarism and Disarmament at the Institute for Policy Studies in Washington, D.C. (1977-84). Michael Klare serves on the board of directors of the Arms Control Association, the National Council of the Federation of American Scientists, and the advisory board of the Arms Division of Human Rights Watch ; he is also a member of the Committee on International Security Studies of the American Academy of Arts and Sciences. He has published recently *Blood and Oil : the dangers and consequences of America's growing petroleum dependency*.

■ **David H. SCHOBERT** – Director of the Energy Institute, he initially comes from the American Chemical Society. He's been a member of the Trust Fund Committee, (1987 – 1992) and became in 1990 member of the National Research Council and of the International Center for Coal Research. He is an expert of the energetic issues in Russia.

■ **King HUBBERT** – The late Dr. M. King Hubbert, geophysicist, is well known as a world authority on the estimation of energy resources and on the prediction of their patterns of discovery and depletion. He was probably the best known geophysicist in the world to the general public because of his startling prediction, first made public in 1949, that the fossil fuel era would be of very short duration. His prediction in 1956 that U.S.oil production would peak in about 1970 and decline thereafter was scoffed at then but his analysis has since proved to be remarkably accurate.

